

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'influence du communisme sur le développement de l'euroscepticisme en Hongrie et République Tchèque

Auteur : HAGE Corentin

Promoteur(s) : PERCHOC Philippe

Lecteur(s) : DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy

Année académique 2018-2019

Master en Sciences Politiques orientation Relations Internationales

Avant-Propos

Avant toute chose, je voudrais remercier mon promoteur, Dr. Philippe Perchoc, pour m'avoir permis de réaliser ce travail, pour l'aide qu'il m'a fourni dans ce long processus et pour ses encouragements à me dépasser.

Je remercie également mes amis et ma famille, patients relecteurs, qui ont rendu ce travail meilleur par leurs critiques et conseils.

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Signature :

Abstract

Ce papier tente de faire le lien entre l'héritage idéologique et politique laissé par l'URSS en Europe centrale et le développement de la pensée eurosceptique en Hongrie et République Tchèque. Ensuite, il cherche à définir si cet héritage est la seule base de pensée des partis eurosceptiques d'Europe centrale. Pour cela, une comparaison a été faite avec les partis eurosceptiques d'Autriche, Etat d'Europe centrale n'ayant pas subi la domination soviétique.

Table des matières

| | | |
|----------|---|----|
| 1. | Introduction..... | 1 |
| 2. | Méthodologie | 3 |
| 3. | Revue de littérature | 5 |
| 3.1. | Les différents concepts..... | 5 |
| 3.1.1. | L'euroscpticisme | 5 |
| 3.1.1.1. | Définition..... | 5 |
| 3.1.1.2. | Typologies | 6 |
| 3.1.1.3. | Différentes influences sur l'euroscpticisme..... | 10 |
| 3.1.2. | L'impérialisme..... | 15 |
| 3.1.3. | Le communisme (tels que développé dans ce papier) | 16 |
| 3.2. | Critères de catégorisation et de sélection des partis | 16 |
| 3.2.1. | Selon Taggard et Szczerbiak..... | 16 |
| 3.2.2. | Selon Riishøj..... | 17 |
| 3.2.3. | Selon Ford, Goodwin Matthew et Cutts | 18 |
| 3.2.4. | Conclusion | 20 |
| 4. | Hypothèses..... | 21 |
| 4.1. | Hypothèse 1..... | 21 |
| 4.1.1. | Théorie sur laquelle se base l'hypothèse | 22 |
| 4.2. | Hypothèse 2..... | 22 |
| 4.2.1. | Théorie sur laquelle se base l'hypothèse | 22 |
| 4.3. | Hypothèse 3..... | 23 |
| 4.3.1. | Théorie sur laquelle se base l'hypothèse | 23 |
| 5. | Observation | 23 |
| 6. | Analyse | 25 |

| | |
|--|----|
| 6.1. Utilisation de références à l'absence d'inégalités sociales sous l'ère communiste | 25 |
| 6.1.1. Les quatre partis eurosceptiques tchèques | 25 |
| 6.1.1.1. L'UE est une dictature des finances | 26 |
| 6.1.1.2. La République Socialiste de Tchécoslovaquie avait une meilleure gestion des problèmes sociaux | 27 |
| 6.1.1.3. Les inégalités sociales ne sont pas utilisées par les partis eurosceptiques comme base pour leurs arguments | 28 |
| 6.1.2. Les deux partis eurosceptiques hongrois | 31 |
| 6.1.2.1. L'UE précarise certaines parties de la société | 31 |
| 6.1.2.2. Industrialiser tout le territoire européen pour supprimer les inégalités sociales | 32 |
| 6.1.2.3. Le gouvernement national comme mauvais représentant de la Hongrie à l'UE | 33 |
| 6.1.3. Le parti eurosceptique autrichien | 33 |
| 6.2. Utilisation de références à l'impérialisme soviétique par les partis eurosceptiques | 34 |
| 6.2.1. Les eurosceptiques tchèques | 34 |
| 6.2.1.1. L'UE s'intéresse à des sujets qui ne sont pas de son ressort | 34 |
| 6.2.1.2. L'UE cherche à imposer son autorité sur les Etats-membres | 36 |
| 6.2.1.3. L'UE est vue comme une entité dangereuse pour la République Tchèque | 37 |
| 6.2.1.4. L'UE suit la Doctrine Brejnev | 39 |
| 6.2.1.5. L'UE ne fait pas participer ses citoyens | 40 |
| 6.2.2. Les eurosceptiques hongrois | 42 |
| 6.2.2.1. L'UE attaque l'indépendance de la Hongrie | 42 |
| 6.2.2.2. L'UE ne cherche pas à connaître les histoires et manières de penser de ses membres | 44 |
| 6.2.2.3. L'UE ne fait pas participer ses citoyens | 44 |

| | | |
|----------|---|----|
| 6.2.2.4. | Le responsable des problèmes de la Hongrie est le gouvernement pas l'UE | 45 |
| 6.2.3. | L'euroseptique autrichien..... | 46 |
| 6.3. | Utilisation d'autres références que le communisme par les partis eurosceptiques | 48 |
| 6.3.1. | La République Tchèque | 48 |
| 6.3.1.1. | Les traditions chrétiennes et familiales | 48 |
| 6.3.1.2. | La tradition loyaliste de la Tchéquie envers ses alliés..... | 49 |
| 6.3.1.3. | L'opposition entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest..... | 49 |
| 6.3.2. | La Hongrie | 50 |
| 6.3.2.1. | Les traditions chrétiennes et familiales | 50 |
| 6.3.2.2. | L'opposition entre l'Europe de l'est et l'Europe de l'Ouest | 52 |
| 6.3.2.3. | Les stéréotypes et blessures du passé | 53 |
| 6.3.3. | L'Autriche..... | 54 |
| 7. | Discussion..... | 54 |
| 8. | Conclusion | 61 |
| 9. | Bibliographie..... | 63 |
| 9.1. | Livres et sections de livre..... | 63 |
| 9.2. | Articles scientifiques | 63 |
| 9.3. | Discours..... | 65 |
| 9.4. | Rapports officiels | 65 |
| 9.5. | Syllabus | 65 |
| 9.6. | Presse..... | 66 |

1. Introduction

Depuis le referendum pour le « Brexit » en 2016 au Royaume-Uni, l'euroscepticisme a pris une place importante dans le paysage idéologique européen. La campagne présidentielle française de 2017, avec la montée du Front National au deuxième tour des élections, a montré que la popularité de ce mouvement n'avait pas de frontière.

C'est au départ de cette observation « transfrontalière » que ce travail est né. J'ai donc fait le choix de m'intéresser au développement de l'euroscepticisme dans différents pays de l'Europe centrale : la République Tchèque, la Hongrie et l'Autriche. L'analyse sera effectuée sur base de l'argumentaire électoral des partis eurosceptiques. A travers celui-ci, l'influence du passé communiste hongrois et tchèque sera analysée en la comparant avec un pays sans passé communiste, l'Autriche.

Dès lors, la question de recherche est la suivante : **peut-on affirmer que le passé communiste influence l'argumentaire des partis eurosceptiques via soit les inégalités sociales nationales, soit la perception du pouvoir européen par les partis eurosceptiques ?** Ce passé communiste influence-t-il réellement le mouvement eurosceptique ?

Trouver le lien entre l'euroscepticisme et le passé communiste des différents états étudiés est-il possible ? C'est dans les fondements idéologiques, sociologiques, culturels voire religieux des discours, prises de parole et articles postés par les différents élus qualifiés d'eurosceptiques que nous pouvons puiser pour y trouver une réponse.

Les 3 pays n'ont pas été choisis par hasard. Plusieurs faits d'actualité, principalement de l'actualité électorale européenne, ont orienté ce choix. Depuis les élections législatives hongroises de 2014, le gouvernement de Hongrie a pris ses distances avec l'UE concernant la gestion de la crise migratoire (Anonyme 2014). Une certaine méfiance envers la politique européenne est apparue. C'est durant ces mêmes élections que le parti *Jobbik*, parti eurosceptique populiste, enregistre le plus gros score de son histoire : 20% des voix ce qui le place comme le 3^{ème} plus grand parti du pays avec 24 sièges sur 199 au Parlement (BureauNationalElectoral 2014). En 2018, de nouvelles élections législatives ont vu le parti *Jobbik* monter à la 2^{ème} place avec 19,5% des voix et 26 sièges de remportés (BureauNationalElectoral 2018).

En République Tchèque, les élections législatives d'octobre 2017 ont vu le Parti Démocrate Civique (ODS), parti conservateur et modérément eurosceptique (Hanley 2002), arriver à la

2^{ème} place avec 25 sièges sur les 200 de l'assemblée (Office Tchèque Des Statistiques 2017). Bien que le parti ne fasse pas partie du gouvernement et se trouve dans l'opposition au Parlement, son score électoral montre que de plus en plus de personnes adhèrent à leur programme.

Enfin, l'Autriche n'est pas épargnée par ces partis eurosceptiques. Le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ) est le 3^{ème} plus grand parti autrichien à l'issue des législatives d'octobre 2017 avec 51 sièges de gagnés sur 183 (Ministère Fédéral Del'Intérieur 2017). Il est également le troisième parti aux élections européennes de 2019 avec 3 sièges remportés sur 18.

Ensuite, comme nouvelle observation de la situation politique européenne, l'UE serait à l'origine des problèmes nationaux. C'est ce qui ressort d'une analyse de Armingeon et Ceka sur les partis eurosceptiques (Armingeon and Ceka 2013). En effet, certains leaders politiques, Orban, Hofer et Okamura pour ne citer qu'eux, accusent l'UE d'être la cause de certains problèmes comme l'insécurité, la perte de valeurs européennes ou la chute démographique (V-Post 2019). Certaines parties de la population des Etats-membres n'ayant plus confiance dans leur gouvernement seraient alors susceptible de n'avoir également plus confiance dans l'UE. L'UE sera, ici, assimilée au gouvernement. Cependant, cette tendance n'est pas valide si ces personnes ont de bonnes connaissances des institutions européennes (Armingeon and Ceka 2013; FitzGibbon 2014).

La problématique précédemment citée, c'est à dire la relation entre euroscepticisme et communisme, nous amène à une première raison de la relation le communisme avec l'euroscepticisme. Cette première raison est expliquée par Riishøj (Riishøj 2007). Il explique que les partis eurosceptiques utilisent dans leurs discours un très grand nombre de références culturelles et historiques pour rassembler les citoyens autour de leurs idées. L'Europe centrale, ayant été dominée pendant une partie du siècle précédent par le communisme, il est possible que les discours politiques y fassent référence.

Une deuxième raison pour laquelle la problématique met en relation le communisme avec l'euroscepticisme est avancée par Haughton (Haughton 2013). Pour lui : « *some institutions, practices and mental maps from the communist and pre-communist periods remain not just present, but significant, in shaping political behaviour and outcomes in post-1989 CEE* ». Ainsi, il est intéressant d'analyser les effets du communisme sur le développement de la pensée eurosceptique. D'autres auteurs, tels que Ekiert et Hanson (Ekiert and Hanson 2003), ont d'ores et déjà analysé le rôle du passé communisme dans la création de certaines

politiques publiques en présentant l'héritage communiste comme une réelle influence de ces politiques.

Le choix s'est porté pour la première hypothèse sur le thème des inégalités sociales pour des raisons historiques. En effet, l'idée de base des états soviétiques était l'égalité entre les citoyens, notamment au niveau des revenus. Cette idée était confirmée dans la Constitution Staline de 1936 ainsi que la Constitution Brejnev de 1977, toutes deux à la base des Constitutions des Etats de l'Est de l'Europe pendant la domination soviétique. Dès lors, il était légitime de se poser la question de l'évolution post-soviétique ; est-ce que la sortie de l'URSS, l'ouverture au monde et enfin l'arrivée dans l'UE ont été utilisées par certains partis politiques pour développer leur argumentaire.

La seconde hypothèse se base sur deux questions simples : est-ce que les citoyens hongrois et tchèques comparent l'influence de l'UE avec celle de l'URSS ? Utilisent-ils leur vécu pour combattre la construction européenne ? Cette hypothèse est construite sur l'affirmation que la première hypothèse est fausse.

Enfin, la dernière hypothèse prend le contre-pied des deux premières. En effet, elle institue le doute quant au lien qu'il peut y avoir entre le communisme et le développement de l'euroscepticisme. C'est dans l'étude de cette hypothèse que le cas de l'Autriche peut réellement être intéressant. En effet, le pays n'a pas subi directement la domination soviétique car il ne faisait pas partie du bloc soviétique mais était obligé par cette dernière de rester neutre sur le plan international. Il sera donc intéressant de voir pourquoi l'euroscepticisme s'y est également développé. Les causes de son développement ne seraient-elles pas plus anciennes que la période communiste ?

2. Méthodologie

Cette partie décrit les différentes étapes de travail réalisées dans ce travail. Celles-ci sont agencées selon le modèle déductif de la recherche en science sociale, c'est-à-dire un modèle partant de la théorie pour développer une question et ensuite chercher à y répondre. Ainsi, la première partie du travail, la revue de littérature, est également la première étape, une étape qui permet de contextualiser l'étude qui suit en recherchant ce qu'il s'est fait dans la littérature scientifique à propos du sujet.

Le champ d'analyse permet de définir clairement les limites à instaurer pour la recherche. Celles-ci sont de trois types différents : géographique, temporel et social (Quivy and Van

Campenhoudt 2009). Si on s'intéresse d'abord à la géographie, le champ d'analyse se portera sur la République Tchèque, la Hongrie et l'Autriche. Ensuite, pour le temps, les limites sont de janvier à juillet 2019, soit la campagne électorale pour les élections parlementaires européennes de mai 2019, avec une contextualisation pré-campagne ainsi que post-campagne. Enfin, les limites sociales, qui dans le cadre de ce travail seront renommées en limites politiques, seront les partis qui auront été définis comme eurosceptiques et qui sont représentés au sein de leur parlement national et/ou du parlement européen.

Une fois le champ d'analyse clairement défini, il convient de s'intéresser à la manière dont les différentes théories d'auteurs ont été trouvées et sélectionnées. Ces théories sont les fondations de ce travail qui, sans celles-ci, n'auraient aucun fondement scientifique. Dès lors, la manière dont elles ont été sélectionnées est primordiale ; Le moteur de recherche « Discovery » a été utilisé avec, comme équation de recherche (Eveillard 2011) : (Euroscepticism OR eurosceptic) AND (communism OR socialism OR collectivism) AND (Czech republic OR Hungary). D'autres ont été trouvées grâce aux bibliographies des articles qui avaient été précédemment trouvés. D'autres encore ont été trouvées lors de recherches plus précises comme lors des recherches pour les typologies de l'euroscepticisme. Pour celles-ci, les mots-clés ont été « typologie et Euroscepticisme ».

L'étape suivante est l'étape des hypothèses. Les hypothèses sont des réponses partielles à une problématique, des anticipations de relations entre concepts (Quivy and Van Campenhoudt 2009), dans ce cas-ci, le développement de l'euroscepticisme, le communisme, l'impérialisme et les inégalités sociales.

Il n'y a pas eu de recherches si ce n'est au sein-même des articles déjà trouvés. Ces hypothèses ont été conçues à partir de questions que je me suis posées en lisant ces articles. Les trois hypothèses qui en découlent sont construites suivant un schéma causal expliqué par Quivy et Van Campenhoudt (Quivy and Van Campenhoudt 2009). Selon ce schéma, il faut tester les hypothèses dans l'ordre en commençant par la première. Si celle-ci est invalidée partiellement ou totalement, la deuxième est testée. Si cette dernière n'est également pas validée, la dernière est testée. Chacune se focalise sur un facteur pouvant causer la montée de l'euroscepticisme en République Tchèque, Hongrie et Autriche.

Mais avant de s'atteler à l'observation, il faut récolter les données à observer. Cependant, la collecte ne peut se faire qu'une fois l'échantillon à analyser défini (ensemble d'unités intéressantes à analyser) (Quivy and Van Campenhoudt 2009). Cet échantillon sera composé

d'articles politiques publiés sur les différents sites des partis, les communiqués de presse et interviews des leaders et représentants des partis. Les différents articles précédemment cités seront sélectionnés en fonction de critères de recherche bien précis afin de concentrer celle-ci seulement sur les articles pertinents pour la problématique : (Europe OR EU OR European Parliament OR Brussels) AND (Social problems OR Inequality OR Social Impact OR Sociale security OR power OR Citizens Initiative OR centralism OR Integration).

Les données, récoltées dans les articles sélectionnés, sont déjà existantes, ce sont des données secondaires. Cela signifie que l'étape de la récolte de ces données s'est résumée à les recueillir sur les sites internet des partis intéressants, dans les sections définies par l'échantillon. Il n'y aura donc pas d'interviews ou questionnaires proposés aux sujets de l'étude. L'analyse de la pertinence des informations ne sera également pas un problème étant donné que c'est justement la subjectivité de ces documents qui nous intéresse.

C'est seulement après cela qu'il sera possible de passer à l'observation. Durant cette étape, les données seront traitées en vue de tester les hypothèses, de les confirmer ou non.

Enfin, la méthode d'analyse utilisée dans ce mémoire est une méthode dite d'« analyse de contenu » (Quivy and Van Campenhout 2009). Elle requière une procédure technique bien précise permettant d'éviter de s'égarer : l'analyse thématique. Elle consiste en l'analyse des thèmes et arguments abordés par le parti lorsqu'il exprime un discours eurosceptique. Ces arguments utilisés seront listés en fonction de leur pertinence vis-à-vis des hypothèses. L'analyse permet de tester les hypothèses.

3. Revue de littérature

3.1. Les différents concepts

3.1.1. L'euroscepticisme

3.1.1.1. Définition

Selon l'*Oxford English Dictionary*, l'origine de l'utilisation de ce terme est à trouver dans les médias et non pas dans la sphère politique. En effet, ça serait *The Economist* qui aurait, le premier, utilisé ce terme dans un de ses articles en 1992 (Hooghe and Marks 2007) pour décrire la réaction des allemands quant à l'augmentation de l'intégration européenne. Dès lors, le terme désigne un doute ou un manque de confiance dans l'Europe et l'intégration européenne en générale. Mais, en approfondissant la recherche dans la littérature, le concept d'euroscepticisme va se définir de plusieurs manières. Ainsi, Hanley, dans son analyse de

l'apparition de l'idéologie eurosceptique au sein du parti ODS en Tchéquie (Hanley 2004), explique que l'euroscepticisme est le résultat de la combinaison entre un néo-libéralisme thatcherien, une identification au parti conservateur britannique et la progression d'un ressenti d'inégalités dans les relations entre l'Union européenne et les Etats d'Europe centrale et de l'Est.

D'un autre côté, l'euroscepticisme est vu comme :

“expresses the idea of contingent or qualified opposition, as well as incorporating outright and unqualified opposition to the process of European integration”(Taggart and Szczurbiak 2002; Taggart and Szczurbiak 2004; Taggart and Szczurbiak 2008).

Cette définition a été reprise de nombreuses fois, notamment par Lubbers et Kopecký (Kopecký and Mudde 2002; Lubbers and Scheepers 2005). Elle le sera également pour ce travail.

3.1.1.2. Typologies

3.1.1.2.1. Selon Taggart et Szczurbiak

La première typologie est proposée par Taggart et Szczurbiak (Taggart and Szczurbiak 2015). Selon eux, il existe deux types d'euroscepticisme :

- Le *Hard euroscepticism* est une idéologie qui va totalement s'opposer à l'Union européenne et à une plus grande intégration à celle-ci. Les personnes et partis politiques suivant cette idéologie vont chercher à faire sortir leur Etat de l'Union. Pour eux, le trajet qu'emprunte l'UE est incompatible avec l'image qu'ils ont de celle-ci.
- Le *Soft euroscepticism* est une idéologie plus souple dans le sens où les personnes et partis politiques y adhérant sont pour le maintien de l'UE mais un arrêt du processus d'intégration. Ils veulent changer l'UE pour qu'elle corresponde mieux aux intérêts de leur Etat tout en y restant.

3.1.1.2.2. Selon Kopecky et Mudde

La dichotomie « *hard* » et « *soft* » ne fait pas l'unanimité au sein de la communauté politique. Ainsi, Kopecky et Mudde critiquent celle-ci en avançant que la définition du « *soft euroscepticism* » est trop incisive et qu'elle pouvait englober le moindre désaccord avec une politique européenne (Kopecký and Mudde 2002). De plus, simplement montrer son soutien

ou son opposition avec une politique européenne ne fait pas nécessairement de nous des eurosceptiques durs ou non. Dès lors, ils proposent une autre typologie :

| | Pro-intégration - Europhile | Anti-intégration - Europhobe |
|--|--|---|
| Pour plus de souveraineté européenne – UE-optimiste | Euro-enthousiaste | Euro-pragmatique |
| Pour moins de souveraineté européenne – UE-pessimiste | Eurosceptique | Rejet de l'UE |

3.1.1.2.3. Selon Riishøj

Une troisième typologie d'analyse est proposée par Riishøj, dans son article appelé *“Europeanization and Euroscepticism: Experiences from Poland and the Czech Republic”* (Riishøj 2007). Il a mis en évidence différents critères de catégorisation de l'euroscepticisme, possiblement applicables aux partis politiques :

- Euroscepticisme basé sur l'identité : c'est la peur de voir son identité nationale « mangée » par l'identité européenne. Cette peur va souvent se muer en une peur de perdre sa souveraineté nationale. Il y a donc un dilemme entre l'identité nationale et l'identité européenne.
- Euroscepticisme basé sur le clivage : ici, l'euroscepticisme exploite les divisions directement au sein d'une société, au sein d'un Etat. Ces clivages sont, par exemple, l'opposition ville/campagne, riche/pauvre, religieux/athée.
- Euroscepticisme basé sur la stratégie politique : dans ce cas-ci, les eurosceptiques vont être opposés à certaines politiques en particulier, comme par exemple la politique d'accueil des migrants.
- Euroscepticisme basé sur les institutions : l'accent est mis ici sur les institutions européennes. Il y a une opposition entre la légitimité de ces institutions et celle de l'Etat. Le support pour les institutions européennes sera d'autant plus grand que celui pour l'Etat sera faible, et inversement.
- Euroscepticisme basé sur les intérêts nationaux : les eurosceptiques de cette catégorie vont baser leur rhétorique sur l'opposition entre les intérêts nationaux et européens. Ils vont soutenir que les intérêts européens affaiblissent les intérêts nationaux.

- Euroscepticisme basé sur l'expérience : les sceptiques vont remonter au moment des négociations menées par leur Etat pour rentrer dans l'UE et vont soutenir que ces négociations ont été menées de manière inéquitable et asymétrique et que les résultats de ces négociations leur ont été imposés.
- Euroscepticisme basé sur les partis politiques : dans ce cas-ci, le sentiment eurosceptique est porté par des leaders politiques charismatiques et par les partis politiques. Ils peuvent, pour cela, utiliser des idées néo-libérales (proche du Thatcherisme), conservatrices (traditionalisme antimoderne) ou populistes de gauche.
- Euroscepticisme basé sur l'opposition Europe et Amérique : ce cas ne s'applique que pour les problématiques touchant au projet de développement d'une politique étrangère ou de sécurité européenne commune. Deux camps s'y opposent : les pro-européens et les pro-américains.
- Euroscepticisme basé sur la pratique : l'Etat va développer une idée différente de ce que doit être l'UE à partir de son expérience domestique. Cette idée divergente va s'opposer à l'idée que l'UE a d'elle-même et que les autres Etats-membres ont de celle-ci.

3.1.1.2.4. Selon Condruz-Bacescu

La quatrième typologie est proposée par madame Condruz-Bacescu, après s'être inspirée des théories avancées par Chalmers (Chalmers 2013) et par Habermas (Habermas 2013). Elle apporte ici une autre manière de classer les différents types d'euroscepticisme (Condruz-Bacescu 2014).

| Euroscepticism based on economic criterion | Euroscepticism based on the criterion of sovereignty | Euroscepticism based on democratic criterion | Euroscepticism based on political criterion |
|--|--|---|--|
| Quantifies pragmatically the major benefits and costs arising from EU membership, resulted or not from a cooperative process | Considers that, at EU level, cooperation should not be a challenge to national sovereignty. These Eurosceptics support supranational cooperation in matters that the state cannot manage alone (such as environmental issues and the fight against organized | Perceives the current institutional structure of the Union as inadequate in terms of representation and democratic participation of citizens. | Assesses EU action based on the doctrine of belonging to a political family; analysts believe that the dominant form of this disproof is social. |

| | | | |
|--|--|--|--|
| | crime), but wish to preserve national skills from socio-cultural policies. | | |
|--|--|--|--|

Source: Adapted From (Chalmers 2013); (Habermas 2013)

Dans son analyse du problème, Condruz-Bacescu considère qu'un manque de visibilité dans les décisions politiques mène aussi à une diminution de la confiance dans les institutions européennes (Condruz-Bacescu 2014).

3.1.1.2.5. Selon FitzGibbon

Enfin, la cinquième et dernière typologie est proposée par FitzGibbon. Celui-ci s'intéresse à la situation domestique de chaque Etat-membre dans lequel des mouvements eurosceptiques se sont développés pour pouvoir comprendre les différences entre les variantes d'euroscepticisme (FitzGibbon 2014). Il analyse l'euroscepticisme au cas par cas. Ainsi, il considère que les événements se passant au niveau européen influencent le degré d'euroscepticisme au sein des partis nationaux et également la nature de ce scepticisme.

- Euroscepticisme comme résultat d'un scepticisme envers les élites politiques locales plutôt qu'un scepticisme envers Bruxelles. Ce type est basé sur la situation au Royaume-Uni où la population a préféré voter contre Westminster via UKIP ce qui les entraîna à voter contre Bruxelles. La motivation est donc domestique.
- Euroscepticisme comme résultat d'un scepticisme envers certaines politiques européennes. C'est un type qui ne prône pas la sortie de l'UE ou de la zone euro (Eurozone) mais qui exprime une frustration du citoyen (propose une nouvelle gestion de l'UE). Ce type est basé sur la situation en Irlande où la population a manifesté son mécontentement à l'égard des politiques européennes de redressement économique en votant pour des partis eurosceptiques. Cette population est majoritairement issue de la classe ouvrière et de la classe moyenne.
- Euroscepticisme comme résultat d'un scepticisme envers les politiques économiques européennes. Elle prône la sortie de la zone euro mais pas nécessairement de l'UE et exprime une frustration du citoyen (propose une nouvelle gestion de l'UE). Ce type, basé sur la situation en Grèce, est motivé par des événements au niveau européen et est supporté par les jeunes et les classes ouvrières, durement touchés par la crise.
- Euroscepticisme comme une punition infligée aux partis traditionnels. Le mouvement est motivé par une frustration du citoyen quant aux politiques européennes (propose une nouvelle gestion de l'UE). Il ne veut ni sortir de

l'Eurozone ni de l'UE et est supporté par les jeunes et les classes ouvrières, durement touchés par la crise. Ce type est basé sur la situation en Espagne.

- Il prône un retrait de l'UE parce que sa politique d'une économie forte a échoué. Il prend racine dans le discours négatif des partis traditionnels à propos de l'Europe et dans la frustration du citoyen quant au support des partis traditionnels envers l'Europe (ambiguïté des partis traditionnels >< clarté de position du parti eurosceptique). Ce type est basé sur la situation en France.
- Euroscepticisme comme protestation contre les lois européennes. Ce type ne prend pas racine dans la crise économique ou la gestion de l'économie comme les autres types mais dans l'idée que l'UE vote des lois qui vont à l'encontre des intérêts sociaux et culturels du pays. Ils veulent récupérer des pouvoirs précédemment concédés à Bruxelles. L'euroscepticisme social est supporté par les habitants de zones rurales ainsi que par les jeunes votant. C'est un euroscepticisme avec des positions tranchées qui prône un retrait de l'UE. Ce type est basé sur la situation en Pologne.

Ces 5 typologies différentes prouvent bien qu'il n'existe pas de consensus au sujet de l'euroscepticisme au sein de la communauté scientifique.

3.1.1.3. Différentes influences sur l'euroscepticisme

Dans la littérature explorée, quatre principaux facteurs d'influence de l'euroscepticisme ressortent : les facteurs idéologiques, sociaux, géographiques et économiques. Ils sont tous en relation les uns avec les autres.

3.1.1.3.1. Facteurs idéologiques

Taggart identifie les idéologies des partis comme étant une des influences directes de leur position sur des problématiques particulières et donc également sur leurs arguments eurosceptiques quand ils en ont (Taggart and Szczerbiak 2008). Ces idéologies sont en réalité les clivages traditionnels de la politique européenne : chrétien démocrate, libéral, social-démocrate et conservateur.

« They argue that the main causes of why parties take Eurosceptic (or other) positions on Europe are to be found in the historical cleavages that Lipset and Rokkan argue gave rise to the main ideological party families: Christian democratic, liberal, social democratic and conservative » (Sitter 2001).

Sitter ajoute que les partis eurosceptiques vont adapter leur communication en fonction de leur fonction dans le paysage politique local : s'il est dans l'opposition par exemple, le parti va tenter de rallier le plus possible de citoyens autour de l'idée que le gouvernement est à l'origine des problèmes avec l'UE mais si le parti est dans la majorité, il va plutôt tenter d'accuser Bruxelles de ne pas prendre en compte l'avis d'un de ses membres (Sitter 2001).

L'idéologie de base des partis politiques, elle-même influencée par la recherche de soutien auprès de la population, influence donc leurs arguments eurosceptiques.

3.1.1.3.2. Facteurs sociaux

Les quatre mots-clés principaux de cette partie sont : les couches sociales, les âges de la population, le sexe et l'immigration.

Tout d'abord, quand il faut parler des populations, la couche sociale est une variable à prendre en compte. Celle-ci influencerait les idées des populations qui en font partie. Ainsi, les strates les plus pauvres sont moins confiantes envers les institutions européennes que les strates les plus riches. On remarque directement que la caractéristique d'une strate sociale est, dans le cadre de l'analyse d'Ehrmann, le revenu des populations. Du coup, il est logique que si ce revenu baisse, l'écart entre les strates sociales va augmenter ainsi que le nombre de personnes faisant partie de la strate la plus pauvre. C'est ce qui s'est produit lors de la crise économique de 2008. Celle-ci a négativement influencé le revenu des populations ce qui a, par effet de domino, renforcé les sentiments négatifs à l'encontre de la construction européenne (Ehrmann et al. 2012).

L'âge joue également un rôle dans la problématique. Dans son analyse, Ehrmann avance que l'âge de la population influence négativement le développement de l'euroscepticisme. Il prouve que les jeunes de moins de 30 ans ont en général plus confiance dans les institutions européennes que les personnes de plus de 30 ans (Ehrmann, Soudan and Stracca 2012). C'est également ce qui ressort de l'analyse de Ford et Goodwin de la popularisation du parti UKIP au Royaume-Uni (Ford and Goodwin 2014).

Ensuite, Ford, Goodwin et Cutts remarquent que pour la première fois, lors des élections européennes de 2009, des partis d'extrême droite tels que UKIP ont réussi à attirer des parties de la population comme les femmes qui sont traditionnellement opposés aux idées extrêmes (Ford et al. 2011). Ils introduisent trois différents modèles qui décrivent le support de UKIP : l'approche socio-structurelle, l'approche du vote stratégique (utilisation du parti pour faire passer un message aux autres partis « traditionnels », les électeurs sont issus de la classe

moyenne) et l'approche du vote sincère (issus des classes plus défavorisées, les électeurs supportent à 100% les idées du parti). Ces trois approches caractérisent les motivations des électeurs du parti.

Selon les auteurs, l'image classique du partisan de ce type de parti, qui est le « vieil homme en colère », est partiellement vraie. Partiellement car les partisans se divisent en deux groupes : les classes ouvrières très eurosceptiques et les conservateurs de droite opposés aux partis réformistes. Les auteurs remarquent que cet électorat est principalement composé d'hommes qui ont peur pour leur équilibre social et économique et qui voient dans les idées du parti une solution à leurs problèmes. D'autres motivations sont également mises en avant : l'insatisfaction politique, la xénophobie et, pour certains, le racisme (même si cette dernière motivation est bien moindre comparé à l'électorat de partis purement extrémiste de droite). Dès lors, UKIP et les idées eurosceptiques sont vus par les électeurs comme une alternative modérée aux traditionnels partis extrémistes.

Enfin, du point de vue interétatique, l'immigration a été, et est toujours, au centre des débats. C'est un facteur social indissociable du développement de l'euroscepticisme actuellement. Il oppose une population socialement en difficulté (les migrants) à une population divisée entre bonne volonté et repli identitaire. Pour illustrer cela, l'Observatoire Migration français mettait en avant, en 2014, la position de monsieur Orban (Anonyme 2014). Dans ses discours sur l'immigration, celui-ci n'hésite en effet pas à utiliser un registre de parole identitaire pour justifier son opposition à celle-ci :

Le Premier ministre hongrois a insisté sur le fait qu'il était d'une importance primordiale que la Hongrie reste un État-nation parlant une seule langue et ayant le christianisme comme pierre angulaire (Anonyme 2014).

Ces quelques mots de monsieur Orban définissent parfaitement les termes « repli identitaire ». L'utilisation du registre identitaire dans les discours politiques n'est pas exclusive à la Hongrie. Le mouvement eurosceptique au Royaume-Uni l'utilise aussi régulièrement. Selon Usherwood (Usherwood 2003), ce mouvement se serait développé suite à la ratification du Traité de Maastricht en 1993 quand la coopération entre membres a commencé à se développer dans les secteurs non-économiques. Pour Hooghe et Marks (Hooghe and Marks 2009), il aurait pris du poids et se serait répandu lors du refus de la France et des Pays-Bas d'adhérer à la « Constitution » européenne en 2005. Un de leurs

arguments était que cette Constitution risquait de notamment les déposséder du contrôle sur l'immigration.

3.1.1.3.3. Facteurs économiques

Selon Sani et Magistro (Sani and Magistro 2016), de nombreux scientifiques ont mis en lumière la relation entre la crise économique de 2008 et ses conséquences avec la diminution de la confiance de la population dans les institutions européennes (Armingeon and Ceka 2013; Armingeon and Guthmann 2014; Ehrmann, Soudan and Stracca 2012; Roth et al. 2013). Ainsi, comme dit précédemment, la crise économique va avoir des répercussions sociales et économiques qui vont affaiblir la confiance dans l'UE. Il y aurait même, selon Ehrmann, Soudan et Stracca, un lien clair entre la crise économique et les facteurs démographiques (Ehrmann, Soudan and Stracca 2012). Ainsi, les hommes mariés plutôt âgés avec un haut niveau de vie et d'éducation ainsi qu'une orientation politique de centre-droite, seront moins touchés par les effets de la crise. Ils auront plus confiance dans les institutions européennes alors que les personnes avec un rendement boursier plus faible et étant au chômage auront moins confiance (Ford and Goodwin 2014).

En plus de l'impact interne aux Etats-Membres des facteurs économiques, les relations entre Etats ressentent également les conséquences de ces facteurs, en particulier les relations entre Etats riches et Etats pauvres de l'UE. En effet, ces relations vont se détériorer (Condruz-Bacescu 2014). D'un côté, certains Etats-Membres plus riches que d'autres vont voir leur population refuser de vouloir payer les dettes des Etats-Membres plus pauvres et ce même si c'était le cas avant la crise de 2008. D'un autre côté, les citoyens des Etats-Membres pauvres vont voir de plus en plus l'UE comme une autorité contrôlée par les Etats riches venant menotter leurs politiques pour suivre son propre intérêt. Ces deux conséquences vont ainsi provoquer une montée de l'eurosepticisme.

En plus des relations entre Etats-Membres riches et pauvres, Condruz-Bacescu remarque que les relations entre Etats-Membres de l'ouest et de l'est sont impactées. Ainsi, les Etats d'Europe centrale et de l'Est développent un certain scepticisme envers l'UE. La cause est simple, le développement économique est différent en fonction de l'endroit où l'on se trouve.

3.1.1.3.4. Facteurs géographiques

Les facteurs géographiques ont la caractéristique d'englober les facteurs des deux parties précédentes. Il n'y aurait pas de répartition géographique sans populations et il n'aurait pas de populations sans économie.

Ainsi, les régions les plus touchées par la diminution de confiance sont les régions dont la population a un faible niveau d'éducation, où le taux de chômage est élevé, où il y a une forte pauvreté et étant situées principalement dans la périphérie européenne (loin du centre considéré comme étant Bruxelles). Néanmoins, cette diminution de confiance reste observée partout en Europe (Armingeon and Ceka 2013; Armingeon and Guthmann 2014).

Le développement de l'euroscepticisme au Royaume-Uni a déjà été énormément analysé. Dès lors, ces analyses servent de base théorique pour les chercheurs voulant s'intéresser aux autres régions d'Europe. C'est également le cas ici. En conséquence, si on considère les populations européennes comme étant semblables du point de vue politique aux populations britanniques, on peut prendre cet exemple et le postposer au reste de l'Europe. Dans ce sens, l'analyse de Johnston, Pattie et Rossiter traitant de l'influence de la répartition géographique sur les élections britanniques montre que le degré de regroupement et de rassemblement de chaque parti dépend grandement de l'endroit dans lequel il se fait (en campagne, en ville...) (Johnston et al. 2017). Faire varier ce paramètre va permettre aux partis politiques d'améliorer ou non leurs résultats électoraux.

3.1.1.3.1. Facteurs historiques

Ceux-ci peuvent être définis comme étant l'ensemble des faits historiques pouvant influencer l'euroscepticisme. Il y en a donc potentiellement une infinité. Dans ce travail, la question était de savoir si les partis avaient créé des liens avec l'URSS. Si oui, comment et pourquoi ces liens ont-ils été faits et si non, est-ce que les partis ont fait des liens avec d'autres faits historiques.

Hanley (Hanley 2002; Hanley 2004) amène l'Histoire au centre de l'analyse du développement des programmes des partis eurosceptiques de l'Europe centrale. En effet, il met en évidence les propos tenus par certains leaders affirmant que l'expérience accumulée tout au long de l'Histoire par cette région d'Europe joue un rôle important dans le développement de l'idéologie des partis politiques.

Haughton, dans son article intitulé « *Battlefields, ammunition and uniforms: The past and politics in post-communist Central and Eastern Europe* » (Haughton 2013), insiste énormément sur le rôle de l'histoire en Europe centrale et considère qu'il est difficile voire impossible de comprendre l'évolution contemporaine de la politique en Europe centrale sans s'intéresser à l'histoire politique de la région. C'est également le parti de Perchoc dans son analyse des interactions entre la mémoire et le pouvoir (Perchoc 2018) : les interactions entre

la mémoire individuelle et collective au sein d'un Etat ou d'une région du monde explique la raison pour laquelle les régimes politiques dit neufs transforment la mémoire héritée de l'ancien régime en une mémoire qui va renforcer le nouveau régime. Cette théorie amène un élément de réponse quant à l'utilisation, par les partis politiques eurosceptiques, de références à l'URSS dans leur discours anti-européen : il est possible que les partis eurosceptiques transforment les souvenirs de l'ère communiste en souvenirs qui puissent pleinement supporter leurs idées.

3.1.1.3.2. Conclusion

Ce travail, fait référence ou tentera de faire référence à chacune des influences précédemment citées. Ainsi, au niveau des facteurs idéologiques, on verra que les idéologies des partis influencent leurs discours quelle que soit la problématique traitée. Parmi les facteurs sociaux référencés, celui de l'immigration aura une place importante dans l'argumentaire des partis, pour les facteurs économiques, on verra que les différences économiques entre les Etats-membre de l'UE seront fortement utilisées. A propos des facteurs géographiques, il sera question d'une analyse à l'échelle européenne via la théorie du centre vs. la périphérie. Bien évidemment, la place de l'Histoire dans le discours eurosceptique sera au centre de l'attention.

Cependant, étant donné le choix de la problématique, ce sont les facteurs historiques qui seront au centre de l'attention et ce, pas seulement pour l'hypothèse 1. En effet, la focale se trouve dans le lien entre le communisme, période révolue pour cette région du monde, et l'euroscepticisme.

3.1.2. L'impérialisme

Dans l'Encyclopedia of Political Theory (Jahn 2010), Jahn présente l'impérialisme comme un concept ayant été ressorti des placards lors de la Guerre Froide pour définir les politiques extérieures des USA et de l'URSS. Dans ce contexte, il le définit comme étant « *policy of extending one's rule over foreign societies leading to the establishment of an empire* ».

Dès lors, appliqué à notre cas, la politique d'influence européenne aussi bien en *hard power* qu'en *soft power* peut alors être comprise comme une certaine forme d'impérialisme puisque l'UE cherche à l'étendre et à l'asseoir sur tout son territoire. Cette politique est, par certains leaders eurosceptiques, comparée à la politique que menait les soviétiques en leur temps (Klaus 1994).

L'aspect « ingérence », le fait d'intervenir dans les affaires d'un Etat sans son autorisation, qui dérange les eurosceptiques est encore un peu plus visible dans la définition de l'Encyclopedia of Geography (Flusty 2010). Celle-ci présente l'impérialisme comme un « *complex of practices through which one population establishes and maintains instrumental control over the spaces, resources, and everyday lives of another* ». Les populations locales sont dès lors entièrement contrôlées par une entité étrangère.

Ainsi, dans ce travail, la définition retenue pour l'impérialisme est celle de la politique de domination menée par une puissance étrangère sur une population locale dans tous les domaines du *hard* et *soft power*.

3.1.3. Le communisme (tels que développé dans ce papier)

Brant Short définit le communisme comme étant un système politique et économique centré sur l'absence de propriété individuelle et sur la distribution des biens et des services en fonction des besoins et non de la richesse individuelle ou de la classe sociale : « *centered upon common ownership of property and distribution of goods and services based on need and not individual wealth or social class* » (Short 2008). Mais après la révolution russe, ce système politique s'est transformé en un encadrement idéologique stricte qui a guidé les soviétiques pendant plus d'un demi-siècle.

Dans ce travail, la mention « communisme » fera donc référence au système politique et économique mis en place par les soviétiques et étendu à toutes les Républiques Socialistes faisant partie de l'URSS durant le 20^{ème} siècle.

3.2. Critères de catégorisation et de sélection des partis

3.2.1. Selon Taggard et Szczerbiak

Il convient de catégoriser les partis afin de sélectionner ceux à analyser. Cette catégorisation peut se faire en suivant une des typologies de l'eurosepticisme présentées plus tôt. Cette catégorisation des partis se fait en parallèle de l'analyse de leur force politique. Cette dernière sera inspirée par le travail de Taggard et Szczerbiak (Taggart and Szczerbiak 2015). Ceux-ci proposent d'utiliser le pourcentage de voix récoltées lors d'élections et de le comparer avec les autres Etats afin d'avoir une idée de la puissance de ces partis et de leur répartition en Europe.

Outre les typologies déjà présentées, il existe d'autres propositions permettant de classer les partis. Ainsi, Taggard et Szczerbiak (Taggart and Szczerbiak 2015) proposent de les classer

en fonction de trois critères : le niveau d'eurosepticisme de leur public, la part euroseptique de leur fondement idéologique et le niveau euroseptique de leurs actes politiques. Pour ce faire, ils commencent par résumer les positions des partis avant de les classer. Fait intéressant, les partis avec une idéologie *Hard euroscepticism* sont moins répandus et, la plupart du temps, absents des gouvernements. Ensuite, ils vont combiner les résultats électoraux avec le caractère soft/hard de leur pensée.

Les partis dits « *outsiders* » ne sont rarement voire jamais des partis de protestation. Et leur analyse nous permet de nous rendre compte que les revendications européennes ne sont pas leur principal argument (Riishøj 2007).

3.2.2. Selon Riishøj

S'inscrivant dans la même idée de Taggart affirmant que les idéologies propres des partis influencent leur degré d'eurosepticisme (Taggart and Szczerbiak 2008), le critère amené ici par Riishøj est celui de la base idéologique du parti. Il en existerait selon lui trois types, ceux-ci ayant émergé au début du XXème siècle. Ils vont donc servir à catégoriser les partis politiques euroseptiques. Le conservatisme libéral (partis voulant garder les libertés acquises à tous prix), le conservatisme traditionnel (partis basant leur idéologie sur des traditions et valeurs à respecter) et le populisme de gauche (partis basant leur discours sur l'opposition aux élites). Riishøj les schématise sous la forme d'un triangle (Riishøj 2007) :

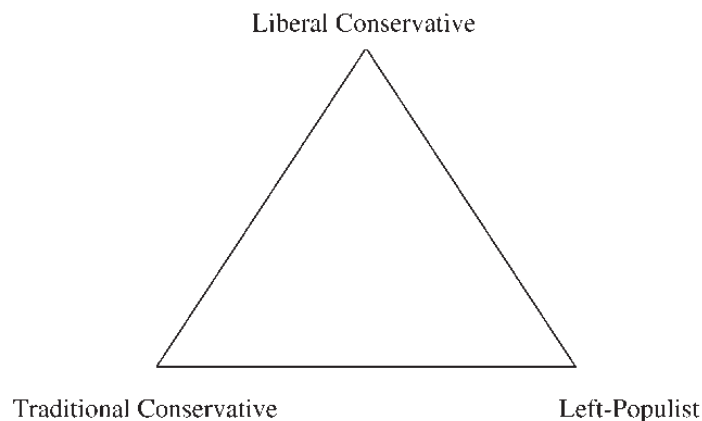


FIGURE 2 The three party-based dimensions of Euroscepticism.

Il prend comme exemple des partis comme ODS, en République Tchèque, qu'il considère comme néo-libéral ou libéral conservateur et d'un eurosepticisme doux avec des tendances euro-réalistes, l'euro-réalisme étant une pensée qui défend l'UE et son intégration tant que celle-ci reste réalisable. La Ligue des Familles Polonaises (LPR) entre dans la catégorie des conservateurs traditionnels et le parti communiste tchèque (KSCM) représente le populisme

de gauche. Néanmoins, aucun parti ne se trouve exclusivement sur une pointe du triangle ; chacun va se situer plus ou moins au centre de celui-ci en fonction de ses valeurs et combats.

Il insiste sur le fait que seul très peu de partis se considèrent et se déclarent comme faisant partie de la catégorie des « *hard eurosceptic* ». C'est toutefois le cas de MIEP en Hongrie, parti d'extrême droite, qui même s'il se revendique du « *hard euroscepticism* », préfère se concentrer sur des questions de minorités et de voisinage plutôt que sur l'UE. Toujours en Hongrie, le parti FIDESZ de M. Orban peut être considéré comme un parti « *soft eurosceptic* » avec des tendances Euro-réalistes. Ainsi, il est intéressant de remarquer qu'en 2002 alors que Riishøj insistait sur le fait que FIDESZ n'était pas encore « officiellement » eurosceptique, Orban défendait l'intergouvernementalisme (euro-réalisme) tout en émettant l'idée d'un nouveau traité en faveur de la Hongrie (« *soft euroscepticism* »). Toujours selon Riishøj, ce parti est devenu eurosceptique en 2010 avec leur victoire électorale (Riishøj 2007).

3.2.3. Selon Ford, Goodwin Matthew et Cutts

Dans leur analyse de UKIP aux élections européennes de 2009, Ford et ses collègues ont avancé l'idée qu'il était possible qu'un parti eurosceptique fasse passer certaines préoccupations domestiques, telles que des changements dans les structures sociales et économiques du pays ou les politiques anti-migration, devant leurs idées eurosceptiques pour séduire un plus grand nombre d'électeurs et ainsi porter l'euroscepticisme plus loin et ce alors même que leurs électeurs n'étaient pas en faveur de celui-ci (Ford, Goodwin Matthew and Cutts 2011).

Taggart et Szczerbiak proposent deux variables pour déterminer les motivations d'un parti : le support ou non au projet d'intégration européenne incarnée par l'UE et l'attitude vis-à-vis d'une potentielle extension des compétences de l'UE (Taggart and Szczerbiak 2008). Ils considèrent que le partage de votes (les pourcentages remportés lors d'élections) permet d'avoir une idée claire mais simple du support de la population pour ces partis et ainsi permettre de comparer l'importance de l'euroscepticisme en Europe.

We tested a series of propositions on the link between levels of Euroscepticism in a party system and: public opposition to EU membership, the prospects of accession to the EU of candidate states, state longevity,³⁰ levels of trust in the political regime, institutions and political

actors, 31 and type of party system in that country(Taggart and Szczerbiak 2008).

Mais, pour comparer les partis eurosceptiques entre eux à travers l'Europe, il faut prendre en compte la saillance des problématiques européennes dans leurs discours. Ainsi, un parti qui obtient 40% des voix mais qui ne parle quasiment pas de l'UE sera moins significatif dans la comparaison qu'un parti ayant obtenu 12% des voix mais ayant axé son discours sur l'UE.

Malgré tout, cette méthode consistant à utiliser les résultats électoraux des partis pour justifier l'assise territoriale de l'euroscepticisme au sein des différents Etats-membres de l'UE a été contestée par Deshouwer et Van Assche (Deschouwer and Van Assche 2002).

Pour certains, l'utilisation de l'euroscepticisme dans le discours de certains partis politiques est motivé par les institutions politiques (système électoral, type de législature ou la distribution spatiale du pouvoir politique au sein d'un pays) (Aspinwall 2000; Lees 2002).

Taggart et Szczerbiak (Taggart and Szczerbiak 2008) divisent les causes de l'utilisation de l'euroscepticisme par les partis politiques en deux catégories :

- Facteurs idéologico-pragmatiques : l'origine des positions eurosceptiques de certains partis est à trouver dans les clivages historiques qui ont donné naissance aux différentes familles politiques traditionnelles (chrétien-démocrate, libéral, social-démocrate et conservateur). En fonction de ses racines, un parti va ou non utiliser ces arguments. Les partis nationalistes auront ainsi plus de prédispositions à suivre la voie eurosceptique que d'autres (social-démocrate ou chrétien démocrate). Mais, ils ont aussi remarqué que les partis eurosceptiques avaient tendance à être situés dans les extrêmes.
- Facteurs tactico-stratégiques : le parti va suivre une certaine stratégie et ainsi adopter une certaine position qui, pour certains partis, sera eurosceptique.

En outre, l'analyse de la position des partis à propos de l'intégration européenne permet de les classer en deux groupes (Taggart and Szczerbiak 2008) : les partis plus pragmatiques, avec une ligne idéologique claire, se positionnant en fonction de leurs valeurs et idéologies et les partis réfléchissant en coût/bénéfice se positionnant en fonction des intérêts de leurs partisans.

3.2.4. Conclusion

Pour considérer un parti comme eurosceptique, il faut premièrement analyser son programme politique et ses principales idées défendues afin de découvrir si elles vont à l'encontre ou non de l'intégration européenne ; si oui, à quel point le parti y est opposé et si non, à quel point le parti la supporte. Deuxièmement, pour éviter un trop grand nombre de partis, il faut se concentrer sur ceux ayant une puissance politique avérée. Pour cela, seuls les partis ayant des représentants dans leur parlement national et/ou dans le parlement européen seront sélectionnés.

Il s'avère qu'en République Tchèque, il existe quatre partis eurosceptiques : ODS, ANO, SPD et KSČM. L'ODS est considéré par Riishøj comme faisant partie du « *soft euroscepticism* » (Riishøj 2007). L'idée principale que le parti met en avant à la fois dans son programme politique officiel et dans ses prises de paroles, communiqués de presse et opinions, est celle d'une Europe importante, sûre et prospère qui a impérativement besoin d'être améliorée pour être plus efficace (ODS 2019f). C'est une position typique d'un parti « *soft eurosceptic* » : un parti cherchant à modifier l'UE pour qu'elle corresponde mieux aux intérêts de son Etat et à ralentir voire stopper l'intégration européenne (Taggart and Szczerbiak 2015).

Les mots de son président viennent confirmer la théorie :

“For us, the EU is not something sacred that has been sent from above. For us, the EU is a tool that national states have set up to jointly manage their things where it can be useful. For us, the EU is a tool that can serve but must not guide us. We want it to be a good servant, not a bad master. (...) We never wanted a federal Eurostate, driven from Brussels, into one economic, political, and legal template. We want a flexible, multi-speed EU with enough space and freedom which let the member states be comfortable so that they can be associated and can cooperate according to their own interests, so that they can choose voluntarily on which common policies they want to participate and on which not”. (ODS 2019b)

L'ANO, bien qu'il ne soit pas spécifiquement référencé comme eurosceptique, s'oppose à un approfondissement de l'intégration européenne et fait donc partie du « *soft euroscepticism* ». Le SPD s'oppose à l'autorité de l'UE dans son ensemble. Il cherche à faire

sortir son pays de l'union et fait donc partie du « *hard euroscepticism* ». Le KSČM a les mêmes revendications que l'ANO. Il ne veut pas supprimer l'UE mais veut revenir en arrière dans le processus d'intégration. Il se place ainsi dans le « *soft euroscepticism* ».

En Hongrie, le nombre de partis eurosceptiques descend à deux : le Fidesz et le Jobbik. Le Fidesz ne se revendique pas explicitement eurosceptique (il se dit européen et défenseur des vrais intérêts du peuple) mais dans les faits, il s'oppose à une plus grande intégration européenne. Il fait donc partie du « *soft euroscepticism* ». Le Jobbik, anciennement pour la sortie de l'UE et donc « *hard eurosceptic* », s'est orienté vers une politique plus modérée et, bien qu'il soit encore contre la construction européenne, cherche à l'influencer et non plus à s'en séparer. Il fait donc maintenant partie du « *soft euroscepticism* ».

Enfin en Autriche, il existe trois partis considérés comme eurosceptiques (le SPÖ, le BZÖ et le KPÖ) mais seulement un seul a une place au sein du parlement national : le FPÖ. Celui-ci a longtemps fait partie du « *hard euroscepticism* » de par ses prises de positions et sa volonté de sortie de l'UE. Mais, ils ont petit à petit évolué vers un « *soft euroscepticism* » qui critique l'Union sans pour autant chercher à s'en écarter (FPÖ 2019h).

A propos de la création d'une alliance « Identité et Démocratie » à laquelle il allait appartenir, le FPÖ argumenta que « *The aim of this group is neither a breakup of the EU, nor an exit from the European Union, but certainly the creation of a necessary pressure for reform on the European project* » (FPÖ 2019j).

Le FPÖ est le seul parti autrichien eurosceptique à avoir encore sa place au parlement national et européen. Il a d'ailleurs récolté 4 sièges aux dernières élections européennes de 2019.

4. Hypothèses

4.1. Hypothèse 1

Les partis eurosceptiques, pour se développer, font endosser la responsabilité de l'apparition des inégalités sociales à l'UE en faisant référence à leur absence sous l'ère communiste.

Ils constatent les conséquences de ces inégalités sociales sur la population pour les utiliser contre l'UE. Pour cette hypothèse, c'est principalement les références à la période communiste comme période sans inégalités sociales qui seront analysées.

4.1.1. Théorie sur laquelle se base l'hypothèse

Blum avance dans son analyse de la démographie en Europe centrale et en Russie que dès la chute de l'URSS, les inégalités sociales ont brutalement augmenté. Celles-ci ont été, selon lui, définies par les eurosceptiques comme étant la cause de la chute de la fécondité et de la baisse de la population (Blum 2010).

4.2. Hypothèse 2

Les partis eurosceptiques utilisent des références à l'impérialisme soviétique pour rassembler les populations contre l'Europe et se développer.

Ils comparent l'UE à l'URSS, diabolisant ainsi l'Europe.

4.2.1. Théorie sur laquelle se base l'hypothèse

Riishøj, dans son analyse de l'euroscepticisme en Pologne et en République Tchèque, affirme qu'à la sortie du communisme, les partis politiques étaient pour la grande majorité faibles et peu structurés (Riishøj 2007). Ils concentraient principalement leur rhétorique sur l'opposition à l'ancien système, le système communiste ainsi que sur des valeurs patriotiques et nationales. C'est dans ce contexte qu'est apparu le slogan « *Back to Europe* ». Celui-ci prouve que, pour satisfaire leurs désirs anti-communistes, les partis cherchaient à se rapprocher de l'Europe. Riishøj remarque que, plus le temps avançait, moins l'enthousiasme pour l'Europe se faisait ressentir. Ce mouvement est d'ailleurs illustré par les résultats peu glorieux des élections parlementaires européennes de 2004 dans les Etats d'Europe centrale.

Cette hypothèse n'a pas été créée à partir d'une théorie mais plutôt à partir d'un extrait de discours de Vaclav Klaus datant de 1994 lorsqu'il était encore Président du gouvernement tchèque :

The Czech Republic has the chance – in the historical period of which we are speaking – to warn against this danger. We have behind us the experience of Communism and this makes us very sensitive to certain things which the West does not feel so keenly (Klaus 1994).

Il insiste sur le fait que les tchèques, de par leur expérience du communisme et de leur position géographique, doivent mettre en garde les autres états contre le mouvement constructiviste européen, considéré comme similaire à celui des soviétiques (Williams 1997).

4.3. Hypothèse 3

Le communisme n'est qu'une influence minimale de l'euro-scepticisme parmi d'autres ; les partis euro-sceptiques utilisent des influences remontant à une période précédant l'ère communiste.

L'identité nationaliste n'a pas attendu le communisme. Elle était présente avant. Le communisme était une période trop courte dans l'histoire pour être l'instigateur de l'euro-scepticisme. Cependant, elle a pu l'influencer.

4.3.1. Théorie sur laquelle se base l'hypothèse

Le développement de cette hypothèse se base sur une analyse faite en 1997 par K. Williams du parti ODS en République Tchèque. Il avançait que ce parti a réinterprété les aspects-clés historiques de l'identité nationale tchèque pour légitimer son discours (Hanley 2002). En effet, bien qu'il ne fasse aucune allusion claire au programme politique de ce parti, Williams affirme que l'utilisation de figures et récits de la mythologie locale permet au parti de s'attirer la sympathie des populations et ainsi les pousser à voter pour eux. Il appelle cela le pouvoir politique du mythe (Williams 1997).

Mais Williams n'est pas le seul à affirmer cela, Haughton (Haughton 2013) insiste sur le fait qu'il n'y a pas qu'un seul passé ; le communisme ne constitue pas l'unique héritage de l'histoire. Par exemple, il remarque que de nombreuses personnalités politiques ont utilisé et utilisent toujours des images et références à la période qui a directement suivi la Première Guerre mondiale.

« Some post-communist states have based their new post-communist identity on memories and myths going back to pre-communist times. Patriotic feelings, the defence of the rights of Hungarian diasporas, and respect for national symbols have all been regarded as important for calling oneself a “true Hungarian.” » (Riishøj 2007).

5. Observation

Pour pouvoir observer les données importantes pour l'analyse de contenu, il a fallu clairement définir les différentes sources à utiliser. Etant donné qu'on cherche, dans ce travail, le lien qu'on pu faire les partis euro-sceptiques avec l'héritage communiste de la région pour développer leur argumentaire, le plus logique est de chercher les données

directement dans la communication de ces partis (communiqués, prises de positions, programmes politiques).

Ainsi, pour la République Tchèque, les sources sont les suivantes :

- ODS : le site internet officiel (<https://www.ods.cz/>), leur programme politique général et européen ainsi que toutes les productions médiatiques (communiqués de presse, interviews...) présentes sur leur site
- ANO : le site officiel (<https://www.anobudelip.cz/cs/>), leur programme politique général et européen ainsi que toutes les productions médiatiques présentes sur leur site
- SPD : le site officiel (<https://www.spd.cz/>) et, tout comme pour ODS et ANO, leur programme politique général et européen ainsi que toutes les productions médiatiques présentes sur leur site
- KSČM : le site officiel (<https://www.kscm.cz/cs>), le programme et les interventions médiatiques référencées sur leur site.

Pour la Hongrie, les sources sont les suivantes :

- Fidesz : le site officiel (<https://fidesz.hu/>), le site européen (<https://fidesz-eu.hu/hu/bemutakozas/>) et les programmes politiques ainsi que les interventions médiatiques s'y trouvant.
- Jobbik : le site officiel (<https://www.jobbik.com/>), les programmes politiques ainsi que les interventions médiatiques s'y trouvant.

Enfin en Autriche, les sources sont les suivantes :

- FPÖ : le site officiel (<https://www.fpo.e.at/>), les programmes politiques ainsi que les interventions médiatiques s'y trouvant.

Dès lors, l'observation se concentrera d'abord sur le programme politique de chacun des partis en les triant par pays. Cependant, pour analyser les programmes politiques, il faut qu'il y en ait. Or, le parti hongrois Fidesz ne dispose pas d'un programme clair pour aucune des élections. Ses idées sont exprimées via des interviews mais aucune de celles-ci ne sont compilées dans un document, si ce n'est le discours d'ouverture de la campagne pour les élections européennes que Orbán a prononcé en mars 2019.

6. Analyse

L'analyse ci-dessous est une analyse de contenu. Comme l'explique Quivy et Van Campenhoudt, ce type d'analyse se porte sur « *le choix des termes utilisés par le locuteur, leur fréquence et leur mode d'agencement, les thèmes qu'il aborde et sa façon de les développer et la construction même de son discours* » (Quivy and Van Campenhoudt 2009). Ainsi, appliqué à ce travail, l'analyse se portera sur les différents arguments utilisés par les partis pour développer leur idéologie eurosceptique et la manière dont ces arguments sont formulés.

La structure reprend toutes les hypothèses dans l'ordre énoncé ci-dessus. Pour chacune d'entre elles, les arguments s'y référant seront énoncés en fonction du pays d'origine des partis politiques qui les ont utilisés. La division par pays n'est pas anodine. Elle a pour but de trouver et montrer la différence d'arguments entre les pays ayant un background communiste comme la Hongrie et la République Tchèque et les pays neutres comme l'Autriche. Ensuite, ceux-ci seront mis en relation avec les théories présentées précédemment et enfin seront analysés. Cependant, seuls les arguments faisant partie des domaines étudiés, les inégalités sociales intraétatiques, l'impérialisme et les origines nationalistes, ont été répertoriés.

Tous les arguments présentés ci-dessous, une fois expliqués, illustrés et mis en lien avec leur hypothèse respective vont être discutés plus en détails dans la partie discussion qui suit. C'est dans celle-ci que des liens seront faits avec la théorie et que les résultats vont être discutés plus en détails.

6.1. Utilisation de références à l'absence d'inégalités sociales sous l'ère communiste

6.1.1. Les quatre partis eurosceptiques tchèques

L'analyse des partis eurosceptiques tchèques commence avec les résultats en rapport avec les différents programmes politiques de l'ODS, ANO, le SPD et enfin KSČM. Comme il a été dit précédemment, seul les programmes politiques formés en vue des élections européennes de mai 2019 ont été analysés. Ensuite, les différentes apparitions médiatiques référencées sur le site des partis ainsi que les conférences et communiqués de presses et les prises de positions sont tous des outils utiles pour étudier les argumentaires politiques.

Ainsi, trois éléments de réponses sont apportés par la lecture de ces documents. Deux d'entre eux ont été apportés par le parti KSČM et la dernière par les autres partis (ODS, ANO et SPD).

6.1.1.1. *L'UE est une dictature des finances*

Pour le parti communiste tchèque, le KSČM, la dimension sociale est bien évidemment très importante, l'idéologie communiste ayant comme base principale une société sans classe (Short 2008). Leur programme politique pour les élections européennes de 2019 commence d'ailleurs par faire la liste de nombreux problèmes ayant un impact social que l'UE ne peut résoudre tels que les crimes transnationaux, les migrants, la subordination aux USA ... (KSČM 2019h). Mais le plus intéressant dans le cadre de ce travail est l'attaque portée contre la politique sociale de l'Europe, jugée notamment trop distante des citoyens et sourde à leurs revendications. Il parle d'ailleurs d'une « dictature des finances » pour décrire l'influence que la politique économique de l'UE a sur la politique sociale. Cette dictature des finances a comme victimes principales les Etats-Membres de l'UE les plus pauvres ainsi que les citoyens pauvres des nouveaux Etats-Membres. Elle les pousse aux limites de l'humainement viable (KSČM 2019h). Ces termes très durs attestent de toute l'animosité avec laquelle le parti veut se battre pour les droits sociaux des citoyens.

Appuyant son attaque portée à l'UE capitaliste, le parti communiste démontre que toutes les avancées technologiques européennes sont seulement mises à disposition des plus riches : « *Technological advances must help to improve the lives of all, not just the "Upper ten Thousand"* » (KSČM 2019h). Ainsi, l'UE ne ferait, selon le parti, rien pour diminuer les différences entre les couches sociales au sein de la population européenne.

Cette idée est d'ailleurs confirmée dans un des nombreux communiqués de presse du parti.

The European Union, as a social project, is failing if differences in the income of employees and pensioners are growing between the members of the Union. Multinationals use huge wage differences between countries and regions, so while one gets richer, others are poor. The solution would be a single EU minimum wage, followed by a Union minimum pension (NG 2019).

Pour contrer le développement des inégalités sociales en Europe, le parti propose d'instaurer un revenu minimal commun. Comme le dit Konečná, eurodéputée, « *Even in the weakest EU country, it should be possible to live with dignity for a minimum wage* » (KSČM 2019c).

Dès lors, même si le lien avec le passé communiste du pays n'a pas encore été fait, il est aisé d'affirmer que cet argument de l'Europe comme dictature des finances infirme l'hypothèse selon laquelle KSČM utilise l'apparition des inégalités sociales pour critiquer l'UE. Le parti critique la gestion de celles-ci mais pas leur apparition.

6.1.1.2. La République Socialiste de Tchécoslovaquie avait une meilleure gestion des problèmes sociaux

Cet élément de réponse permet de montrer le lien que le parti KSČM fait entre les problèmes sociaux actuels et ceux présents dans le passé.

Lors des commémorations du 17 novembre, jour de lutte pour la liberté et la démocratie en Tchéquie, il est de coutume pour les partis politiques de publier une revue de presse ou de prendre directement la parole en radio ou à la télé pour exprimer des souhaits pour l'avenir du pays et se rappeler des étudiants morts et emprisonnés en 1939 ainsi que la Révolution de Velours de la même date de l'année 1989. Contrairement aux autres partis, le KSČM a seulement remémoré la rafle des étudiants de 1939, focalisant volontairement leur interprétation de l'histoire sur l'invasion nazie et sur la libération de la Tchéquie par les alliés et les soviétiques (KSČM 2018). S'inscrivant dans cette même réinterprétation de l'histoire, le parti n'hésite pas à défendre la République Socialiste de Tchécoslovaquie ainsi que sa politique communiste, affirmant que les problèmes sociaux et économiques étaient mieux gérés par celle-ci (KSČM 2018).

La seule affirmation pouvant être associée à une comparaison que KSČM fait entre l'ère communiste et l'UE se trouve dans son programme politique pour les élections européennes de 2019. En effet, le parti présente l'UE comme étant un système aggravant la situation sociale et pas assez socialiste dans sa structure (KSČM 2019h). C'est donc clairement une critique de la gestion de l'UE, mais une critique de l'aspect sociale de l'Union. Le fond de la pensée de l'auteur du programme n'est pas directement indiqué mais peut aisément être déduit grâce à l'idéologie du parti. Ainsi, le programme politique est communiste. Or, dans ses affirmations, il cherche à changer le fonctionnement de l'UE, jugé pas assez socialiste. Dès lors, il cherche à créer une Europe communiste.

On ne peut néanmoins pas réellement affirmer que le parti regrette l'URSS mais on peut par contre se mettre d'accord sur le fait qu'il cherche à recréer un système y ressemblant. Ainsi, il est clair que KSČM cherche à retourner dans un système communiste comme dans le passé. Il critique la gestion sociale de l'UE mais n'accuse pas celle-ci d'être à l'origine des problèmes sociaux. L'hypothèse est donc infirmée.

6.1.1.3. Les inégalités sociales ne sont pas utilisées par les partis eurosceptiques comme base pour leurs arguments

Pour faciliter la compréhension de cette partie, celle-ci sera structurée en fonction des partis et de leur degré d'euroscepticisme.

Ainsi, ODS, considéré comme le plus *soft* des trois, constate dans son programme politique des inégalités sociales en République Tchèque (ODS 2019f). Mais, il ne considère pas l'apparition des inégalités sociales en son sein comme étant de la faute de l'UE. En effet, le parti mentionne seulement ces problèmes sociaux et les politiques sociales qui y sont ou qui devraient y être liées pour insister sur le fait que l'UE ne peut les modifier.

Une deuxième donnée vient confirmer le fait que ODS n'utilise pas les inégalités sociales dans ses arguments contre l'UE. Celle-ci est amenée par Jan Zahradil, eurodéputé et président de l'ACRE, qui annonçait, en mai 2019, que le programme du parti n'avait pas changé en 15ans (ODS 2019b). Dès lors, il est devenu possible d'affirmer que le parti n'a pas changé son idéologie depuis l'entrée de la République Tchèque dans l'UE. L'euroscepticisme du parti ODS n'est donc pas influencé par les inégalités sociales présentes sur son territoire et donc par extension, n'est pas influencé par le passé communiste à ce niveau-là.

Enfin, la lecture des grandes lignes de leur campagne pour les élections européennes de mai 2019 reprises de nombreuses fois dans les apparitions médiatiques du parti, a clairement démontré que la dimension sociale n'en faisait pas partie. En effet, aucune des conférences de presse, communiqués de presse, interviews et articles présents sur le site du parti de janvier à juillet 2019 ne présentait d'arguments dans ce sens.

“In this line-up, we are able to cover the European Union's trade policy, energy, agriculture, business support and legislation. That is, the key areas of the European agenda” (ODS 2019e).

Ainsi, il n'est même pas intéressant de chercher à trouver des liens que l'ODS aurait pu faire avec la période communiste du siècle passé étant donné que la variable principale de l'hypothèse n'est pas présente. Le parti ODS infirme l'hypothèse 1 présentant l'apparition des inégalités sociales en République Tchèque comme la base de son euroscepticisme.

Tout comme pour l'ODS, il n'a pas été possible de prouver que l'ANO utilise les inégalités sociales présentes dans son pays pour développer et appuyer son point de vue eurosceptique. En effet, son programme pour les élections européennes de mai 2019 a défini les priorités du parti pour celles-ci et aucune politique sociale n'a été mentionnée (ANO 2019). Au contraire, le parti introduit son programme avec un exposé de la Tchéquie de tous les superlatifs en montrant bien que le pays se porte bien et qu'il faut plutôt se concentrer sur d'autres sujets comme l'immigration ou l'accession à la zone euro.

“As it was shown in all rankings, all world ratings, research and all data, our economy is doing well. Almost no unemployment, salaries and pensions grow like never before. We are the sixth safest country in the world. Twenty happiest country ever. And we are looking at the future with more and more hope” (ANO 2019).

Mais, d'aucuns penseront que malgré une position clairement inscrite dans le programme politique, il est possible qu'au sein du parti, certaines personnes ne soient pas de cet avis. Il est donc primordial d'observer les opinions et communiqués de presse présents sur le site de ANO. Après quelques recherches, il s'avère que l'interview de la Vice-Présidente du parti, Dita Charanzová, est la plus pertinente. En effet, après avoir répondu à quelques questions sur l'UE, celle-ci explique les différents secteurs dans lesquels l'UE devrait, selon elle, d'avantage investir. Elle répond : *“the EU should spend more on security, development aid in countries where people leave for Europe. The EU should also spend more on science and research, particularly in the development of new digital technologies”* (Pilous 2019). D'ailleurs, avec la sécurité, les sciences et la recherche, l'environnement est le quatrième thème de la campagne 2019 de ANO (ČT24 2019).

Enfin, après avoir analysé tous les communiqués de presse de janvier à juillet 2019 ainsi que les articles de presse en rapport avec les élections européennes de mai 2019 référencés sur le site internet de ANO, aucune donnée allant à l'encontre des positions officielles du parti illustrées dans le programme et dans les propos de la Vice-Présidente n'a pu être récoltée.

Donc, sans discours orienté sur le thème des inégalités sociales, il est impossible de confirmer l'hypothèse affirmant que ANO utilise cette thématique pour argumenter contre l'UE.

Le troisième et dernier parti à partager ce point de vue est le SPD. Cependant, son statut est un peu différent de ANO et de ODS. Bien que son programme politique pour les européennes de 2019 ait été plus orienté sur des sujets plus internationaux (la fin des taxes, la défense de la souveraineté tchèque...) sans faire explicitement mention des inégalités sociales (SPD 2019a), son programme politique général lui consacre un chapitre entier. Le programme axé sur la politique sociale tchèque affirme que celle-ci est dysfonctionnelle, trop chère et qu'il faut la réformer pour que tous puissent y avoir accès pour une vie plus décente (SPD 2019k). Il ne fait donc pas de liens avec l'UE mais est seulement une critique prononcée à l'encontre du gouvernement tchèque en place. Dès lors, ce programme général ne permet pas de confirmer l'hypothèse selon laquelle le SPD utilise les inégalités sociales présentes sur son territoire pour critiquer l'UE.

Un seul point du programme pour les élections européennes de 2019 peut correspondre aux critères de recherches de ce travail. Quand le SPD aborde la problématique de l'immigration en Europe, il la compare à une menace pour le projet social au sein des Etats-membres de l'UE. Le parti annonce que, malgré sa volonté d'abolir l'UE, il soutiendra la politique européenne d'aide aux personnes âgées, aux familles et aux personnes handicapées (SPD 2019a) :

“Under the conditions of the functioning of the current European Union, and if we have not yet succeeded to abolish it, we will agree to joint EU funding to support working families and improve the lives of seniors and people with disabilities”.

Seul cet extrait permet d'infirmer l'hypothèse selon laquelle le SPD utilise les inégalités sociales à l'encontre de l'UE. La lecture des divers documents médiatiques présents sur le site du parti n'a pas permis d'expliquer, de confirmer ou non cette hypothèse, cela s'est avéré infructueux.

Comme le synthétise bien leur résolution politique du 21 mai, les problèmes sociaux en République Tchèque sont imputables aux gouvernements qui se sont succédés jusqu'à nos jours et qui n'ont jamais tenté d'améliorer la situation auprès des populations précaires (SPD

2019h). D'après le SPD, c'est à l'Etat d'améliorer leur situation, pas à une puissance étrangère : *“The state must build a sustainable social, educational and health system, protect freedom, family values and the security of citizens”* (SPD 2019k).

6.1.2. Les deux partis eurosceptiques hongrois

Jobbik et Fidesz ne se focalisent pas sur la problématique des inégalités sociales. Après avoir lu toutes les publications depuis janvier 2019, seul trois éléments d'affirmation peuvent être mis en avant pour tenter de confirmer ou rejeter l'hypothèse.

6.1.2.1. L'UE précarise certaines parties de la société

Un premier élément d'affirmation est tiré du programme politique général du Jobbik. Celui-ci critique l'alliance tacite qui a été formée entre certaines multinationales et l'UE. C'est la raison pour laquelle Bruxelles et ses bureaucrates fragilisent les économies nationales et précarisent certaines parties de la société (Jobbik 2019d). Cependant, bien qu'un raccourci soit facile, la critique n'est pas émise à l'encontre de l'UE mais bien à l'encontre du gouvernement hongrois qui n'a pas fait obstacle à l'UE notamment lors de la ratification du TTIP.

Concernant l'hypothèse à analyser, le programme présenté pour les élections européennes de 2019 résume bien l'idée que le parti a de la gestion sociale de l'UE :

“Jobbik believes that the European Union must return to the ideals of its founding fathers and become a fairer community with more solidarity; a cooperation that provides safety and prosperity for its members. Consequently, the key elements of our programme include measures related to ensuring security, managing the migration challenge, focusing on reducing the wage gap, creating a real cohesion, joining the European Public Prosecutor's Office, stepping up against fake news and protecting Europe's endemic national minorities” (Jobbik 2019b).

Dès lors, les informations récoltées à ce sujet permettent de montrer que Jobbik considère l'UE actuelle comme n'étant pas bénéfique pour les citoyens y vivant. La solution serait de revenir à une Europe comme celle qui avait été pensée à l'origine. Ainsi, Jobbik impute à l'UE les inégalités sociales présentes en Europe mais ne compare pas la situation à celle vécue sous le régime communiste. L'hypothèse n'est donc pas validée.

Fidesz, le parti au pouvoir en Hongrie, n'apporte pas grand-chose dans ce débat. Son programme politique n'a d'ailleurs pas énoncé d'éléments permettant d'approfondir la question des inégalités sociales. Cependant, il est possible de déduire sa position sur le sujet en analysant ses différentes apparitions médiatiques.

Une seule, en particulier, est pertinente. Elle décrit une tentative avortée de faire passer une norme sur la protection des travailleurs qui perdent leur job. On y ressent assez bien la déception du parti quant au refus de l'UE de prendre en considération leur proposition. En effet, pour Fidesz, l'Europe rate une opportunité de protéger une population précarisée. Cette norme est une urgence que l'UE ne considère pas (Fidesz 2019c).

Cependant, rien ne permet d'affirmer que cet échec a été utilisé dans leur rhétorique eurosceptique. Ils ont simplement décrit le problème sans émettre d'accusations. Fidesz ne se sert pas des inégalités sociales pour développer son argumentation au sujet de l'UE et ne fait pas non plus de lien avec l'ère communiste. L'hypothèse est donc invalidée.

6.1.2.2. *Industrialiser tout le territoire européen pour supprimer les inégalités sociales*

Une fois le premier élément de réponse analysé, celui-ci, amené une fois encore par Jobbik, permet de structurer encore un peu mieux la pensée eurosceptique du parti à propos des inégalités sociales.

Tout comme pour l'élément précédent, le parti veut une UE qui remet les intérêts de l'Humain et de la société au centre de ses préoccupations. Cependant, ce deuxième élément d'affirmation est focalisé sur le niveau d'industrialisation en Europe. Jobbik prône une Europe qui industrialise pleinement tout son territoire pour ne pas laisser les inégalités sociales se développer (Brenner 2019).

We need a continent that spearheads the fourth industrial revolution (infocommunication revolution, automation, etc.) and “manages” the growing social inequality without ignoring the principle of merit rather than an EU that just follows the principles of a free global market of goods, services and capital (Brenner 2019).

Si l'UE industrialise tout son territoire sans prendre en compte ses intérêts économiques mais seulement les intérêts sociaux, elle pourra gérer les inégalités sociales. A nouveau, le parti ne met pas la cause de l'apparition des inégalités sociales sur le dos de l'UE mais critique

seulement la manière dont celle-ci les gère. Il n'y a également pas de références au communisme. Dès lors, l'hypothèse ne peut pas être confirmée.

6.1.2.3. Le gouvernement national comme mauvais représentant de la Hongrie à l'UE

Cet élément de réponse est un peu différent des deux premiers. Il ne rentre pas en compte dans la validation de l'hypothèse puisqu'il met en cause le gouvernement national plutôt que l'UE. Il est exclusivement retrouvé dans le discours de Jobbik, Fidesz étant le parti majoritaire au pouvoir.

Dans toutes les prises de position, interviews de leurs membres, « news » et argumentaires critiquant un fait politique interne ou externe à la République Tchèque, Jobbik accuse presque systématiquement le gouvernement et le parti majoritaire du pays.

Dès lors, quand un problème au niveau européen est pointé du doigt, comme par exemple le manque d'implication des citoyens hongrois dans la politique européenne ou, comme précédemment, la précarisation de certaines parties de la société, la responsabilité incombe au gouvernement (DNH 2019).

Cet élément de réponse ne permet pas d'approfondir l'analyse de l'hypothèse mais permet d'ajouter un élément de compréhension quant à la manière dont Jobbik construit ses prises de position. Ainsi, on remarque que pour ce dernier, même durant la campagne électorale pour les élections européennes, l'UE n'était pas réellement au centre de son attention.

6.1.3. Le parti eurosceptique autrichien

Peu d'informations peuvent être récupérées du programme politique du FPÖ ainsi que des différentes interventions médiatiques du parti au sujet des inégalités sociales. La problématique n'était en effet pas au centre de la campagne pour les élections européennes de 2019 ni au centre des préoccupations du parti en général, le programme n'ayant pas été modifié depuis 2011 (FPÖ 2011).

Un seul point pertinent amené par un communiqué peut être retenu. Ce communiqué a été donné en réaction à la procédure de violation engagée par l'UE sur l'Autriche au sujet d'une nouvelle législation « qui indexe les allocations familiales et les réductions d'impôts accordées aux familles citoyennes de l'UE travaillant en Autriche lorsque leurs enfants résident à l'étranger » (FPÖ 2019a). Dans ce communiqué, le FPÖ exprime son mécontentement face à l'UE qui ne se rend pas compte de l'importance d'une telle législation dans la protection de certaines parties de la population autrichienne ; l'Union ne protège pas

assez les familles autrichiennes et crée des inégalités entre celles-ci et les familles étrangères travaillant en Autriche (FPÖ 2019a; FPÖ 2019d; FPÖ 2019l).

C'est le seul moment où le parti fait un lien évident entre l'UE et les inégalités sociales en Autriche. Certes, il critique la manière dont l'Union crée des inégalités entre les familles autrichiennes et étrangères (mais européennes). Mais, aucun lien avec la domination communiste des pays voisins et l'influence que celle-ci a lieu sur la politique étrangère de l'Autriche n'a pu être établi avec ces critiques à l'encontre de l'UE. Dès lors, l'hypothèse est infirmée.

6.2. Utilisation de références à l'impérialisme soviétique par les partis eurosceptiques

Pour traiter cette hypothèse, il convient de revenir sur la définition de l'impérialisme. Jahn définissait ce concept comme étant une politique d'extension de règles sur des sociétés étrangères dans le but de construire un empire (Jahn 2010). Tout le travail sur cette hypothèse se concentrera sur la perception que les partis politiques eurosceptiques ont de l'UE. On cherchera à savoir s'ils voient les institutions européennes comme une forme d'impérialisme telle que définie par Jahn.

6.2.1. Les eurosceptiques tchèques

Le schéma d'analyse est identique à la première hypothèse. En effet, les différents programmes politiques sont la base de la recherche sur laquelle viennent se greffer les interventions médiatiques.

La structure de l'analyse se construit autour de différents éléments de réponses amenés par les partis tchèques et permettant de démontrer si oui ou non, ceux-ci voient l'UE comme un retour à l'impérialisme soviétique.

6.2.1.1. L'UE s'intéresse à des sujets qui ne sont pas de son ressort

Une des idées souvent mise en avant était que certaines décisions prises par l'UE étaient considérées comme une ingérence.

L'ODS est l'un d'entre eux. Bien que n'étant pas opposé à l'UE, il considère que celle-ci doit pouvoir accepter la diversité d'opinion au sein de ses membres, notamment au sujet de l'immigration : « *it must remain as varied as possible, ie leave the Member States the greatest possible freedom wherever a joint solution is not necessary* » (ODS 2019f). C'est, cependant, la seule explication que le programme de l'ODS donne à ce sujet.

Un exemple concret de sujet sur lequel l'UE ne devrait pas intervenir, selon l'ODS, est celui de la création d'une armée européenne. Dans un communiqué de presse, le parti réagit en rappelant qu'une armée est au service d'un Etat souverain et pas d'une organisation internationale telle que l'UE (ODS 2019c). Černočová, députée au parlement national, qualifie d'ailleurs cette idée d'armée européenne d'utopie inefficace et trop chère tout en insistant sur le fait que l'OTAN fait déjà bien son travail (ODS 2019c).

Le programme politique du SPD ne décrit aucun argument permettant de confirmer l'élément de réponse. Le parti va même jusqu'à attaquer directement la politique agricole commune (PAC) mise en place par l'UE pour développer et moderniser l'agriculture en accusant celle-ci de décider de la production alimentaire de ses Etats-Membres (SPD 2019k). Cette accusation démontre que le SPD considère l'UE comme n'étant pas la bonne entité pour s'occuper des politiques alimentaires et agricoles.

Cette critique, pas explicitement mentionnée, fait référence à la planification centralisée mise en place par l'URSS dès 1928. C'est un système dans lequel la production et la distribution de biens étaient centralisées et dirigées par Moscou et dans lequel le gouvernement avait collectivisé l'agriculture en suivant un plan de développement élaboré tous les 5 ans pour les 5 années à suivre (Gregory and Stuart 1993; Krausmann et al. 2016).

La contribution du parti communiste KSČM à ce sujet est maigre. Il ne donne en effet qu'un exemple de sujet que l'UE ne devrait pas traiter. Cette critique envers la politique internationale de l'UE émane de la bouche de Blaško, candidat KSČM pour les élections européennes de 2019. Cette politique internationale, notamment envers la Russie, n'est pas du tout la bonne et discrédite l'Europe sur le plan international (KSČM 2019f).

Une fois encore, un parti tchèque considère que l'UE va trop loin. La politique étrangère, tout comme l'armée, est une politique qui devrait rester aux mains des Etats-membres. KSČM voudrait même que ceux-ci, tout comme l'intégralité des pouvoirs, reviennent aux mains des citoyens car sans eux, l'Etat perd sa souveraineté (KSČM 2019f).

Dès lors, le ressenti des partis tchèques sur les différents champs de pouvoir de l'UE permet de confirmer l'aspect impérialiste de l'hypothèse. Pour ce qui est de la relation avec le passé communiste du pays, le SPD a permis, dans son attaque contre la politique agricole de

l'Europe, d'établir un lien. C'est, cependant, le seul parti à avoir établi un lien. ODS et KSČM n'ont pas fait de références à l'URSS et n'ont donc pas pu confirmer l'hypothèse.

6.2.1.2. *L'UE cherche à imposer son autorité sur les Etats-membres*

Cet élément de réponse permet d'expliquer le ressenti des partis politiques quant à la manière utilisée par l'UE pour imposer ses idées.

Le parti ODS n'est pas très bavard à ce sujet. La seule illustration pertinente qu'il fait à ce sujet se trouve dans son programme politique. Les différentes apparitions médiatiques des leaders du parti n'ont en effet pas permis d'en apprendre davantage. Il analyse le processus d'intégration européenne et la compare à une tentative d'ingérence de l'UE dans les affaires nationales des Etats-membres (ODS 2017). Selon lui, l'Europe cherche, via ce processus, à étendre de plus en plus son influence et son autorité sur les Etats au détriment de leur souveraineté. Il est ici aisé de faire un lien avec la définition précédemment vue de l'impérialisme. De fait, même si le parti ne franchit pas le pas et ne qualifie pas l'UE d'entité impérialiste, il le sous-entend dans cette critique.

S'intéresser au vocabulaire utilisé par ANO dans son programme politique pour les élections européennes de 2019 permet d'en apprendre davantage sur le ressenti du parti à propos du pouvoir imposé par l'UE en République Tchèque. En effet, ces termes démontrent que ANO considère l'UE comme une puissance cherchant à imposer son autorité de manière arbitraire sur les Etats-membres. C'est un registre de langage sensationnel poussant les gens à s'opposer à l'UE. Un exemple de ces mots forts utilisés par le parti dans son programme (ANO 2011) : « nos représentants ne plieront pas sous la pression ».

De plus, Charanzová, la Vice-Présidente du parti, rappelle que le parti ANO reste opposé à une plus grande intégration européenne. Dans son interview, elle qualifie même l'UE de « Super-Etat » cherchant à créer de la coopération même dans des sujets où cette coopération n'a aucun sens : « *I am not for the EU as a super-state or federation. Countries should be able to cooperate only where such cooperation makes sense* » (Pilous 2019). Elle introduit ici une nouvelle dimension à l'analyse : l'absurde. Il est absurde de donner à l'UE certains pouvoirs, des pouvoirs avec uniquement des retombées locales.

Le SPD reprend également ce concept de Super-Etat dans son programme politique pour décrire le projet d'intégration européenne (SPD 2019k). Celui-ci est qualifié de défectueux

et de menace directe pour la démocratie. C'est donc dans un registre de parole bien plus virulent que ses deux prédécesseurs que le SPD se positionne. Ceci est compréhensible puisqu'il se classe dans le « *hard euroscepticism* » en critiquant ouvertement toutes les politiques mises en place par l'Union et se disant même prêt à organiser la sortie du pays de l'UE.

Si on approfondit l'analyse du programme politique du parti, on remarque que les termes agressifs continuent de ponctuer le texte. Ainsi, on peut voir un de leur titre faire état du « dictat de l'UE », sous-entendant que l'UE décide de tout et que la République Tchèque n'est plus souveraine sur son propre territoire. Plus tard, le SPD décrit l'UE comme une entité ayant construit sa puissance sur le dos des Etats qui, eux, se sont affaiblis (SPD 2019k). Enfin, dans la lignée de la dernière attaque, en parlant de la politique d'immigration menée par l'UE à travers l'Europe, le SPD a critiqué la « suprématie » de l'UE dans la gestion migratoire. L'Europe a, selon le parti, géré la problématique sans prendre en compte la totalité des avis sur la question. En fait, les décisions de l'UE se résument à des décisions franco-allemandes néo-marxistes (SPD 2019b).

Dès lors, bien qu'il n'y ait pas de références claires dans le texte, il y a une forte volonté, de la part des leaders de ANO, du SPD et de ODS, de monter la population contre une forme de puissance supra-étatique. Cela peut pousser la population à associer cette entité supra-étatique à l'URSS. Néanmoins, ce lien n'étant pas clairement identifiable, seul l'aspect impérialisme a pu être confirmé. Dès lors, l'hypothèse ne peut être confirmée.

6.2.1.3. L'UE est vue comme une entité dangereuse pour la République Tchèque

Dès le début des recherches, l'utilisation de termes violents et parfois guerriers à l'encontre de l'UE frappe. En psychologie, la réaction violente est souvent induite par un sentiment de peur ou de frustration, ici engendré par le danger que représente l'UE (Bolu et al. 2015). Du coup, quand il s'agissait de décrire le pouvoir de l'Union et l'impact qu'il avait sur les Etats-membres, les partis étaient pour le moins virulents. Dès lors, les réponses ci-dessous en attesteront.

C'est ANO qui curieusement, se montre le plus agressif dans ses propos alors qu'il n'est pas considéré comme le plus dur des partis eurosceptiques de la République Tchèque. Les premières lignes du programme politique de ANO utilisent directement certains termes qui mettent la puce à l'oreille quant aux positions eurosceptiques du parti. En effet, le parti compte « déployer » leurs meilleurs candidats pour l'UE. Ceux-ci « ne plieront pas sous la

pression » et seront « fort pour le pays » (ANO 2011). Ce registre de langage, plutôt violent, peut faire penser à une campagne de recrutement militaire et à une certaine hostilité vis-à-vis de l'UE. C'est réellement une volonté, de la part de ANO, de se positionner comme le parti qui va protéger la République Tchèque et utiliser l'UE à son profit.

Ce registre de langage basé sur le conflit et l'insécurité qu'amène l'UE se retrouve également dans les nombreux communiqués de presse des leaders du parti. Ainsi, le ministre de la Défense déclarait, par exemple, qu'il était impératif que la Tchéquie se munisse d'une bonne armée pour se prémunir d'une menace venant de l'intérieur de l'Europe (IDNES 2019). Bien que son rôle soit effectivement de s'occuper de l'armée, les paroles du ministre peuvent être placées dans la lignée du programme précédemment analysé. Dans une interview, la Vice-Présidente de ANO utilisait également ce même vocabulaire : « défendre la Tchéquie à Bruxelles », « Tchéquie forte », « se battre pour les intérêts de la Tchéquie » (Pilous 2019). Andrej Babiš, le Premier Ministre tchèque, qualifie également l'Europe de danger pour la République Tchèque : « *We want to protect the Czech Republic from various nonsense from Brussels* » (Veinlich 2019). Mais, il permet de pousser l'analyse plus loin en rappelant que même si l'UE est dangereuse pour la Tchéquie de par les pouvoirs dont elle bénéficie, elle reste bénéfique pour le pays. Dita Charanzová ajoute alors que, dans la situation actuelle, l'UE doit rester forte pour que la République Tchèque puisse être forte. C'est donc une Vice-Présidente et un Premier Ministre qui s'accommodent bien de la puissance de l'UE et qui cherchent à en tirer profit pour le bien de leur Etat.

Le SPD, bien que moins agressif que ANO, démontre également le risque que l'UE représente pour la République Tchèque. Il ne faut pas remonter très loin dans le temps pour trouver une attaque contre les « élites de l'UE », accusés de monter un coup d'état en République Tchèque dans leur propre intérêt (SPD 2019f) et de vouloir détruire les nations qui composent l'Europe. Et ce n'est pas tout ; une semaine avant, le SPD accusait déjà l'UE de dictature du passé voulant soumettre ses Etats-membres (SPD 2019c). Cette allusion est d'ailleurs fréquente dans le discours du parti ; on la retrouve dans toutes leurs prises de parole en rapport avec l'UE (SPD 2019j).

En plus de comparer l'UE à une dictature, le SPD va encore plus loin dans un communiqué de presse du 7 mai 2019 (SPD 2019d). Après un rapide rappel de faits historiques concernant la Seconde Guerre Mondiale en insistant sur le fait que les alliés de la Tchéquie, précédemment Tchécoslovaquie, l'ont abandonnée aux mains des Nazis d'abord puis des

Soviétiques plus tard, le SPD annonce que pour ce qui est de la sécurité intérieure, la souveraineté et les libertés, le pays ne devrait pas compter sur une puissance extérieure. Dans cette tirade historico-nationaliste, le SPD compare l'UE à l'empire aryen d'Europe que les nazis voulaient instaurer : « de nos jours, l'Europe est tout autant une menace pour la République Tchèque que ne l'était l'Allemagne nazie » (SPD 2019i). Cette comparaison claire avec un empire totalitaire violent du passé vient affirmer l'élément de réponse présentant l'UE comme étant dangereuse pour ses membres.

Pour ce qui est des éléments apportés par le KSČM, seul un argument est pertinent dans le cadre de la thématique. Dans une intervention télévisée, le vice-chairman du Comité central du parti communiste tchèque amène une nouvelle idée pour expliquer la dangerosité de l'UE. Selon lui, cette entité, qui se veut protectrice de la paix, ne respecte pas ses engagements et a même contribué à l'instabilité politique autour d'elle (KSČM 2019a).

« The European Union as such has not contributed much to peace since it has been institutionalized to its present form, but has fomented wars everywhere around Europe and has not even been able to prevent even war conflicts within Europe » (KSČM 2019a).

Les différentes illustrations amenées par les partis tchèques sur la dangerosité de l'UE pour leur pays ont permis de clairement identifier la variable de l'impérialisme dans leurs discours et la critique qu'ils en font. Cependant, aucune information ne permet de faire le lien entre ces critiques de l'impérialisme européen avec l'impérialisme soviétique d'antan. Dès lors, l'hypothèse ne peut être confirmée grâce à ces éléments.

En conséquence, dans le programme du SPD, même si les références à l'URSS sont ambiguës, elle sont clairement identifiables : l'UE serait en train de transformer la Tchéquie en une « entité administrative insignifiante », comparable à la République socialiste tchécoslovaque contrôlée par le parti communiste lui-même contrôlé par Moscou (Kubát 2019).

6.2.1.4. L'UE suit la Doctrine Brejnev

Cet élément n'est utilisé que par le SPD. Il a été évoqué en avril 2019 en réaction à une procédure de la Commission européenne visant à protéger les juges polonais d'un éventuel contrôle politique. Le SPD avait immédiatement réagi en critiquant cette décision considérée

comme contraire à la souveraineté de la Pologne et en accusant l'UE de répliquer la doctrine Brejnev (SPD 2019e), souvenir difficile de l'ère communiste pour les tchèques.

“(...) Indeed, the European Commission launched last Wednesday a trial against Poland on the pretext of new disciplinary rules for Polish judges, which, according to the Commission, undermines the independence of the courts and threaten democracy. Thus, the European Union replicates Soviet Brezhnev's doctrine of limited sovereignty and interferes with the internal affairs of sovereign states” (SPD 2019e).

Pour rappel, cette doctrine visait à affirmer la mainmise de l'Union soviétique sur ses états satellites en limitant la souveraineté des états (Judt 2005). Mais la doctrine Brejnev n'est pas le seul concept politique que le SPD tire de l'ancienne URSS pour caractériser la politique européenne. En effet, il fait également référence à la Tactique du Salami inventée par le chef du parti communiste hongrois pour décrire l'élimination progressive des pouvoirs extérieurs au communisme par ce même pouvoir communiste (Nyyssönen 2006). Cette référence a pour but de comparer l'UE à l'URSS.

Le SPD, de part ces deux références au passé communiste de l'Europe centrale, vient affirmer le caractère impérialiste de l'UE. Les références à l'URSS sont clairement identifiables : l'UE est en train de transformer la Tchéquie en une « entité administrative insignifiante », comparable à la République socialiste tchécoslovaque contrôlée par le parti communiste lui-même contrôlé par Moscou (Kubát 2019). Cet élément permet donc de confirmer l'hypothèse.

6.2.1.5. L'UE ne fait pas participer ses citoyens

Dans le contexte d'élections, il est logique de voir les partis tenter de rallier les citoyens à leur cause. C'est ce qu'on tenter de faire ODS et KSČM en utilisant cet argument.

Pour ODS, les multiples interventions médiatiques du parti ont permis de mettre en avant un cri de ralliement, une phrase choc s'inscrivant dans la thématique traitée : « *We are the heart of Europe - we want to be heard* » (ODS 2019d). Celle-ci s'inscrit dans une idée plus large qui appelle à une Europe moins bureaucratique et plus flexible.

Vient ensuite le parti communiste tchèque et son idéologie naturellement plus concentrée sur les citoyens. Ainsi, il se bat pour créer une toute autre Europe dans laquelle les pays

seraient souverains (KSČM 2019g), dans laquelle les citoyens pourraient décider eux-mêmes des politiques à suivre et dans laquelle l'économie ne serait pas au centre de tout (KSČM 2019b), bref, il faut organiser plus de référendum (KSČM 2019d). Selon eux, le citoyen ne veut pas d'une armée européenne puisqu'il considère la création d'une telle armée comme un risque pour les Etats-membres et donc pour lui-même. Le citoyen préfère une politique de défense collective mettant tous les Etats-membres sur un pied d'égalité vis-à-vis de la force qui pourrait en résulter (KSČM 2019a).

Ainsi, KSČM ne cherche pas à sortir de l'UE mais cherche à la modifier en profondeur pour correspondre mieux à ses attentes et surtout à celles des citoyens (KSČM 2019h). D'ailleurs, dans un de ses communiqués sur les élections européennes, le parti encourageait ses partisans à aller voter pour changer le fonctionnement de l'Europe et à redonner à la République Tchèque sa souveraineté (KSČM 2019e; KSČM 2019g).

Il faut néanmoins remarquer que KSČM, bien que voulant modifier en profondeur l'Union et redonner leur souveraineté aux Etats, propose d'augmenter les pouvoirs législatif, politique et administratif de l'Union. C'est un sacrifice que le parti est prêt à faire s'il est fait dans le but de contrer la privatisation des services publics (KSČM 2019h). Cela montre un certain réalisme de la part du parti, considérant qu'il vaut mieux d'abord se servir de ce que l'UE peut lui apporter avant de la réformer.

La position du parti est donc clairement identifiable : il veut changer le processus de décision de l'Union d'un mouvement *top-down* à un mouvement *bottom-up* et ainsi faire pleinement participer les citoyens :

Communists are fighting for a referendum as a general principle on a long-term basis (...) One of the two Communist candidates, Andrej Bona, is convinced that who is afraid of a referendum is afraid of democracy. "Democracy without the possibility of a general referendum is a mere parody of itself. Representatives elected by the people can only decide because people have chosen to give them power. Thus, direct democracy is always superior to the representative one," said Hello to Bón's newspaper (Stern 2019).

Ainsi, les éléments apportés par les deux partis ont à nouveau permis de dégager une position commune quant au pouvoir de l'UE : la quantité de pouvoir lui appartenant est injustifiée et devrait être rendue aux Etats ainsi qu'aux citoyens. Il est facile de décerner une idéologie

socialiste derrière cette idée. Cependant, rien ne montre que les partis veuillent revenir à une situation comme celle vécue sous l'ère communiste. Dès lors, il n'est pas possible de confirmer l'hypothèse.

6.2.2. Les eurosceptiques hongrois

Comme pour l'analyse de la situation en République Tchèque, les arguments des partis eurosceptiques hongrois sont analysés en fonction de leur rapport avec l'hypothèse traitée. Ainsi, la structure de l'analyse se construit autour de différents éléments de réponses amenés par les partis tchèques et permettant de démontrer si oui ou non, ceux-ci voient l'UE comme un retour à l'impérialisme soviétique.

6.2.2.1. L'UE attaque l'indépendance de la Hongrie

C'est de loin l'argument le plus souvent retenu par les partis eurosceptiques hongrois. Il est au centre des attaques menées contre le pouvoir européen et a mené les deux partis à s'affronter sur le même sujet lors de la campagne électorale européenne de 2019.

Le programme de Fidesz pour les élections européennes de 2019 peut facilement être résumé en quelques mots : l'UE ne peut pas nous obliger à accepter son programme pour l'immigration (Hutter 2019). En effet, ce programme, dans cinq des sept points qu'il propose, développe des arguments s'opposant à la politique que l'UE tente de mettre en place par la force. Comme l'annonce bien le deuxième point de ce programme, aucun Etat ne devrait se voir obliger d'accepter une certaine politique : « *It should be made clear that no country should be obliged to receive migrants* » (Hutter 2019).

Les articles et interviews postés sur le site de Fidesz appuient encore cette idée en la comparant avec les « règles soviétiques » imposées à la Hongrie à l'époque (Fidesz 2019f) ; C'est durant un discours de commémoration de la Révolution hongroise de 1848 contre la domination des Habsbourg que Máté Kocsis, parlementaire à l'assemblée nationale hongroise, a accusé l'UE d'attaquer l'indépendance de son pays de la même manière que les Turcs, les Habsbourg, les nazis et les soviétiques l'ont fait avant.

Ainsi, le parti critique la pression et le chantage que l'UE exerce sur les pays récalcitrants notamment à propos de sa politique migratoire, accusant l'Union d'ingérence (Fidesz 2019k). Mais, en plus de critiquer les politiques européennes, Fidesz critique la parution de certains rapports comme par exemple celui sur les Droits Fondamentaux. Ça serait un moyen

supplémentaire que l'UE a mis au point pour exercer des pressions sur les Etats-Membres (Fidesz 2019g).

“The adopted text, by making the rule of law conditional on the admission of migrants, proves that, according to Brussels, member states supporting immigration are a rule of law and that Member States that are opposed to immigration are not. Thus, the Annual Fundamental Rights Report is no longer about fundamental rights, but has become a means of exerting pressure on the majority in the European Parliament” (Fidesz 2019g).

Cependant, Fidesz est réaliste face à l'actualité et à la manière d'agir de l'UE. Le parti sait qu'il n'est pas possible de supprimer d'un coup tous les règlements européens et de redonner toute leur souveraineté aux Etats-membres. Ainsi, bien que dans son discours habituel, il présente l'UE comme une puissance extérieure qui assouvit ses intérêts au détriment de la Hongrie, on peut remarquer un timide changement de bord quand il s'agit de traiter plus en profondeur et dans l'ombre le problème de l'immigration. En effet, les leaders du parti veulent que l'UE prenne ses responsabilités et protège ses frontières des vagues de migrants, un pouvoir normalement réservé aux Etats : *« The Fidesz representative stressed that the new President of the European Commission would only act properly if he did his utmost to protect the Union's external borders. “Immigration must be stopped, and that is the only way to stop it »* (Fidesz 2019d). Néanmoins, ce point de vue, partagé dans l'interview de Tamás Deutsch, un des parlementaires européens du parti, ne permet pas de remettre en question la position générale du parti. Celle-ci reste claire quant au danger que l'UE représente pour l'indépendance de la Hongrie et démontre l'aspect impérialiste de l'entité européenne que le parti veut combattre.

Jobbik, tout comme Fidesz, critique le pouvoir accumulé par l'UE et la manière dont elle a rendu les Etats-membres dépendant d'elle (Jobbik 2019e). Cette idée est directement tirée de son programme politique pour les européennes de 2019 la rendant importante dans l'analyse de la pensée du parti. Il y ajoute d'ailleurs que l'UE, en concluant des traités commerciaux avec des puissances étrangères, passe outre la souveraineté de ses Etats-membres. Il considère cette menace sur la souveraineté comme létale pour celle-ci (Jobbik 2019d). Dès lors, les pouvoirs de l'UE rendant dépendants ses Etats-membres, ceux-ci perdent leur souveraineté à son profit.

Les différents arguments avancés par les deux partis eurosceptiques hongrois ont permis de démontrer que ceux-ci voient l'UE comme une entité cherchant à asseoir son autorité sur les Etats européens et à étendre ses pouvoirs. Ils font donc clairement références au concept d'impérialisme. Mais, excepté Fidesz qui le fait dans un de ses communiqués (Fidesz 2019f), aucun de ces arguments ne fait référence à l'URSS. Dès lors, l'hypothèse est partiellement validée.

6.2.2.2. *L'UE ne cherche pas à connaître les histoires et manières de penser de ses membres*

Cet argument démontre la peur du Fidesz de voir l'identité hongroise disparaître au profit d'une nouvelle identité européenne. C'est la peur d'être avalé par une entité plus grande et de voir son identité disparaître.

On peut ressentir cette peur dans le champ lexical utilisé par les représentants du parti lors des interventions médiatiques : l'UE doit protéger ses minorités (Fidesz 2019j), elle ne fait pas assez d'efforts pour forcer ses membres à apprendre à se connaître (Fidesz 2019i), l'UE fait du chantage auprès de ses membres à propos du budget (Fidesz 2019k). Fidesz considère que cette peur pourrait diminuer si l'UE apprenait à connaître ses membres. La connaissance entraîne la compréhension et le sentiment d'être compris. C'est ce qui a été illustré lors de l'ouverture d'une exposition sur l'héritage historique et culturel des hongrois de Voïvodine à l'Institut Balassi à Bruxelles. Un représentant du gouvernement hongrois, dans son discours, a insisté sur le fait que l'UE rassemble une multitude de minorités qui coopèrent entre elles mais qui, pour correctement coopérer, doivent se comprendre, se connaître et réciproquement accepter leur histoire et leurs valeurs. Or, selon lui, l'Europe d'aujourd'hui a tendance à ne plus prendre en compte les différents backgrounds de ses membres et à plutôt préférer la construction d'une identité européenne (Fidesz 2019i).

Ainsi, il soutient que si l'UE mettait de côté son désir impérialiste d'étendre son influence sur l'ensemble de son territoire au détriment des civilisations locales, elle pourrait se réformer et être à nouveau en accord avec la volonté de ses citoyens (Fidesz 2019f). Cet argument ne peut confirmer l'hypothèse étant donné que le parti ne fait, à nouveau, pas de lien entre sa situation avec l'UE et celle vécue avec l'URSS à l'époque.

6.2.2.3. *L'UE ne fait pas participer ses citoyens*

C'est un argument fort socialiste lié à l'argument précédent. En effet, la méconnaissance de l'UE sur ses membres entraîne un manque de coopération entre celle-ci et ses membres. Ce

manque de coopération est surtout ressenti chez les citoyens ne se sentant pas correctement représentés ni entendus.

Par conséquent, lors de son discours de présentation de son programme pour les dernières élections européennes, Orban concluait en rappelant aux citoyens hongrois que ce n'est que via ce genre d'élections qu'il est possible de changer l'Europe et de remettre le pouvoir entre les mains de la population (V-Post 2019).

Comme cris de victoire, le parti a, en mars dernier, salué le résultat du vote sur la réforme de l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) en présentant celui-ci comme étant une avancée significative pour plus de démocratie au sein de l'Institution européenne (Fidesz 2019e).

Cet argument a démontré le manque de représentation de l'UE auprès de ses citoyens. La distance entre ceux-ci et Bruxelles est trop importante ce qui entraîne un manque de coopération et une volonté de réforme de cet appareil.

On ne peut pas réellement parler d'impérialisme dans ce cas-ci puisque c'est seulement le manque de démocratie de l'UE qui est pointé du doigt et non pas un abus de pouvoir ou une volonté quelconque d'imposer des normes. Dès lors, l'hypothèse ne peut pas être confirmée.

6.2.2.4. Le responsable des problèmes de la Hongrie est le gouvernement pas l'UE

Cet argument est propre au parti d'opposition qu'est Jobbik. En effet, le parti n'hésite pas à accuser Fidesz de tous les maux rencontrés par la Hongrie et par l'UE en Hongrie. Ainsi, le parti n'hésite pas à comparer le gouvernement à une dictature (DNH 2019) ou encore à un complice de meurtre (Gyöngyösi 2019).

D'ailleurs, il n'hésite pas à comparer Fidesz aux communistes hongrois de 1945 qui ont, selon eux, détruit la Hongrie en supprimant les Droits de l'Homme, en emprisonnant les opposants politiques et en supprimant la liberté de la presse (Jobbik 2019e). On comprend dès lors que l'animosité de Jobbik soit principalement dirigée contre le parti de Orban et beaucoup moins contre l'UE.

Ainsi, cet argument permet de se rendre compte que pour Jobbik, le problème principal de la Hongrie est son gouvernement et le parti Fidesz. Il est possible de changer l'UE en une entité plus respectueuse de la Hongrie et de ses citoyens. Mais, le seul acteur capable de faire cela est le gouvernement hongrois. Donc, si l'UE est actuellement un problème pour la Hongrie, c'est seulement à cause du gouvernement de celle-ci (Jobbik 2019e). Ainsi, cet

argument ne permet pas de confirmer l'hypothèse mais permet d'émettre une nuance quant à l'eurosepticisme de Jobbik.

6.2.3. L'euroseptique autrichien

Trois idées principales se dégagent de la position du FPÖ quant au désir impérialiste de l'UE : l'UE bafoue la souveraineté des Etats, l'UE cherche à supprimer les Nations la constituant et l'UE cherche à faire taire les partis politiques lui étant opposés.

Premièrement, dans son programme politique général, le FPÖ considère que la souveraineté des Etats-membres a été bafouée par l'UE (FPÖ 2011). Dès lors, le parti souhaite instaurer une série de lois pour que cette souveraineté soit protégée :

« We are committed to a set of European agreements with a catalogue of rights and obligations for the Union and Member States. The basic constitutional principles of sovereign Member States must have absolute priority over Community law » (FPÖ 2011).

Cette UE, que le FPÖ considère comme centraliste, est opposée à une forme de fédéralisme. Cela implique une volonté, de la part de l'entité européenne, de multiplier ses pouvoirs au détriment des entités régionales que seraient devenues les Etats (FPÖ 2019g).

Il est donc indéniable que le FPÖ doive se dresser contre le fédéralisme européen : *« The FPÖ is and remains the only EU-critical party that will consistently continue its reform course in the EU Parliament for more participation and against EU centralism »* (FPÖ 2019g). Ainsi, pour que les citoyens aient la possibilité d'être correctement représentés et que l'UE ne devienne pas une ruine, le FPÖ préconise une réforme de l'Union en une forme de Nations-Unies d'Europe. Ainsi, chaque Etat gardera sa souveraineté (FPÖ 2019g). Leur accroche *« more Austria less EU ! »* confirme bien leur désir de retirer ses compétences à l'UE qu'ils considèrent comme une entité s'ingérant dans les affaires de l'Etat (FPÖ 2019b).

Bien que voulant à tous prix une UE décentralisée tendant vers des Nations-Unies d'Europe, le FPÖ, tout comme Fidesz, reste réaliste et tente de faire avec l'UE comme elle est actuellement. Il fait remarquer qu'à court terme, il est préférable d'augmenter les pouvoirs de l'Union afin qu'elle puisse combattre plus efficacement les catastrophes naturelles auxquelles font face les Etats-membres. En effet, son idée est d'améliorer le Mécanisme européen de protection civile (MEPC) (FPÖ 2019e). Par cela, le FPÖ montre que malgré ses

idées, la centralisation de certains pouvoirs à court terme par l'UE est indispensable à la survie de tous les Etats-membres.

Dans sa prise de parole lors du rassemblement traditionnel du FPÖ à Linz le 1^{er} mai 2019, HC Strache, président du parti à ce moment-là, illustre l'abus de pouvoir de l'UE par des réglementations inutiles sur la couleur de chips : « *We do not need an EU that tells us how yellow the fries and how brown the chips are* » (FPÖ 2019i). Une des eurodéputées du parti est allée jusqu'à appeler l'UE « Super-Etat » (FPÖ 2019f), confirmant par ses paroles la vision que le parti de cette institution.

Deuxièmement, en plus de leur idée de Nations-Unies d'Europe pour contrer la perte de souveraineté des Etats-membres, le parti insiste sur le fait que l'UE cherche à supprimer les Nations la constituant : « *On the one hand, there are the EU centralists who want to abolish the nation states. The others, that's us, want the sovereign states to stay!* » (FPÖ 2019b). C'est un message fort puisque pour le FPÖ, la Nation est ce qui caractérise tous les citoyens autrichiens. Dès lors, le parti se positionne en défenseur de l'Autriche face à l'entité étrangère cherchant à la supprimer.

Troisièmement, le parti présente l'UE comme une puissance cherchant à bâillonner les mouvements politiques qui se dressent contre cette menace que représente l'Union (FPÖ 2019c). C'est Vilimsky, chef de file au parlement européen pour le FPÖ, qui introduit cette idée dans une interview.

« The Brussels bureaucracy is doing everything in its power to prevent our forces that are not satisfied with the current EU course from becoming stronger. It's about power-hungry politics, and that's where all the stops are pulled. Of course, the Juncker commission is anything but neutral »
(FPÖ 2019c).

Dès lors, ces trois arguments ont, comme pour les partis des deux Etats précédant, confirmé la vision impérialiste de l'UE qu'ont les partis eurosceptiques. Le FPÖ n'a, bien évidemment, pas fait référence au passé communiste d'Europe centrale ce qui est, plus que probablement, dû au fait que l'Autriche n'avait pas fait partie du bloc soviétique.

6.3. Utilisation d'autres références que le communisme par les partis eurosceptiques

Pour l'analyse de cette hypothèse, toutes les références ayant pu être identifiées dans les programmes politiques et prises de parole médiatiques, ont été énumérées.

La construction de cette hypothèse est basée sur le fait que les deux précédentes n'ont pas été validées. Vu le nombre de références, il ne sera pas possible, comme cela a été le cas pour les références au communisme, de s'attarder sur chacune d'entre elles qui seront seulement énumérées et brièvement expliquées.

6.3.1. La République Tchèque

Trois grandes références se dégagent dans le discours des partis eurosceptiques tchèques : les références aux traditions familiales et chrétiennes, les références à la longue tradition loyaliste de la République Tchèque envers ses alliés et les références à l'opposition Est-Ouest qui déchire l'Europe.

6.3.1.1. Les traditions chrétiennes et familiales

En République Tchèque, le seul parti à faire explicitement mention de ces traditions et valeurs dans son programme politique est le SPD. Il présente la famille comme étant la base d'une société :

« We support the traditional values of our society and consider a functioning family to be its essence. The family deserves protection and support. We consider the traditional union of man and woman to be the basis of the family. We reject the promotion and support of opinions and behaviours that threaten the functioning of families and the upbringing of children in the family » (SPD 2019k).

Donc, pour le parti, la famille est la clé de voute de la société. Or, dans un communiqué de presse, le parti réagit à la politique migratoire et sécuritaire de l'UE, accusée de volontairement laisser passer des musulmans. Ceux-ci représente, selon le parti, une menace pour les valeurs chrétiennes et familiales de l'Europe (SPD 2019g).

Ainsi, le SPD utilise ce manque de volonté de la part de l'UE de défendre ces valeurs, pour développer son argumentaire eurosceptique. L'hypothèse peut être confirmée.

6.3.1.2. *La tradition loyaliste de la Tchéquie envers ses alliés*

Quand on interview Vondra, eurodéputé pour ODS et ancien ministre de la Défense, sur un éventuel Brexit à la tchèque, celui-ci répond que la longue tradition loyaliste que la République Tchèque entretient avec ses alliés ainsi qu'avec les différents pouvoirs qui l'ont dirigée ne permet pas au pays de faire une chose pareille (ODS 2019a). Ce n'est pas dans l'ADN de l'Etat de fuir ses responsabilités.

« We cannot isolate ourselves in the centre of Europe [...] It is not in the Czech nature to unleash such an adventure. Czechs have centuries of experience in living together in a wider whole. Austria-Hungary was also a hybrid formation sui generis. When it began to fall apart at the beginning of the twentieth century, we remained a loyal part of it until the end, even though we have persistently, hardly and often rightly criticized our circumstances and our position in it [...] It is not and will not be different in relation to the EU » (ODS 2019a).

Cette référence, contrairement aux autres, est utile pour comprendre la position « *soft eurosceptic* » des partis tchèques, excepté le SPD qui est en faveur du retrait de l'UE. Elle ne permet pas d'expliquer la cause de leur euroscepticisme mais seulement la raison de leur positionnement eurosceptique. Dès lors, l'hypothèse ne peut pas être confirmée.

6.3.1.3. *L'opposition entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest*

ANO et KSČM sont les deux seuls partis tchèques à utiliser cette référence dans leurs programmes et prises de parole.

De nombreuses fois, des leaders du parti ANO ont mis en avant l'opposition qu'il y a entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, que ce soit dans la manière de travailler, dans la manière de penser, dans l'économie ou même dans l'accès à la nourriture (ANO 2019). C'est notamment le cas de Charanzová, la Vice-Présidente du parti. Dans une interview accordée à XTV, celle-ci remarquait que l'économie est bien meilleure à l'ouest qu'à l'est (Charanzová 2019) : « *There is not a single market in the European Union, but a quality Western and low-quality Eastern one* ».

Cette opposition est aussi visible dans la double qualité de la nourriture : celle-ci serait de moins bonne qualité en Europe de l'Est qu'elle ne l'est en Europe de l'Ouest. C'est en tout cas ce qu'annonce ANO dans son programme : « *We consider unacceptable for a Czech*

consumer to receive a product with a different composition under the same brand than, for example, our western neighbors » (ANO 2019).

Pour ce qui est de KSČM, l'analyse se fait plus au niveau des agissements de l'UE plutôt qu'au niveau de faits qu'on pourrait qualifier de divers. Le parti avance que l'UE serait contrôlée par l'Europe de l'Ouest et ne prendrait pas en compte l'avis de l'Europe de l'Est. C'est, en tout cas, ce qui ressort d'une interview de László Tőkés, député européen pour KSČM. Celui-ci considère en effet que « l'UE a trop longtemps ignoré l'histoire des Européens de l'Est, leurs mentalités et leurs aspirations » (Mayer and Prantner 2016).

On pourrait croire que c'est l'avis isolé d'un député mais il n'en est rien. D'autres membres du parti, dont la candidate aux élections parlementaires européennes Vaculíková, sont du même avis. Lors d'une autre interview de cette dernière, le journaliste demandait ce que la candidate pensait d'une « Europe à deux vitesses ». Celle-ci n'a pas hésité à présenter la République Tchèque comme un pays pauvre, victime des pays riches d'Europe de l'Ouest qui l'isolent (Blasko 2019).

Dès lors, ces deux points de vue sur l'opposition Est-Ouest en Europe permettent d'affirmer que cette croyance a été utilisée par les partis pour argumenter en fonction de leur idéologie contre l'Europe. Dès lors, l'hypothèse peut être confirmée.

6.3.2. La Hongrie

En Hongrie aussi, les partis eurosceptiques utilisent des références aux traditions chrétiennes et familiales pour développer leurs arguments. L'opposition Est-Ouest en Europe est également à l'origine d'arguments eurosceptiques. La troisième grande référence utilisée par les partis eurosceptiques hongrois est celle des blessures et stéréotypes du passé.

6.3.2.1. *Les traditions chrétiennes et familiales*

Tout comme en République Tchèque, les traditions chrétiennes et familiales font partie intégrante du programme politique de certains partis. Ainsi, les deux partis eurosceptiques hongrois reprennent tous deux ces références dans leur argumentaire.

Premièrement, Le parti Jobbik, dans un communiqué de presse, considère que l'UE ne devrait pas être vue comme un simple marché de libres échanges mais plutôt comme une entité qui partage et promeut des valeurs chrétiennes (Brenner 2019). En effet, Jobbik considère que Bruxelles se focalise trop sur l'aspect économique de l'Union et pas assez sur

l'aspect humain caractérisé en Europe par des valeurs chrétiennes. Ce sont les objectifs que le parti considère comme la base de l'UE qui sont directement critiqués ici.

Le parti va même plus loin en affirmant que la Hongrie s'est historiquement attribué un rôle de défenseur des valeurs chrétiennes (Jobbik 2019c). Ce rôle, le pays l'a endossé pour bloquer les vagues de migrants aux portes de l'Europe. Or, l'UE a condamné cela et voudrait forcer la Hongrie à coopérer sur ce sujet. Dès lors, il est normal que les citoyens hongrois développent un sentiment eurosceptique.

Il est difficile de ne pas trouver, dans cet argumentaire, une référence aux multiples invasions de l'Europe par les Ottomans entre le 14 et le 17^{ème} siècle avec l'établissement de ceux-ci sur le territoire européen jusqu'à la fin du 17^{ème} et le début de la reconquête par les grandes puissances européennes de l'époque.

“It is the historical responsibility of Eastern Central Europe and Hungary to preserve the original Christian and European values in the 21st century” (Jobbik 2019c).

Ainsi, Jobbik justifie l'euroscepticisme grandissant en Hongrie par le fait que la population ne retrouve plus dans l'UE les valeurs chrétiennes qui ont, selon elle, défini l'Europe et la Hongrie. Selon les citoyens, l'UE est devenue une entité vide qui ne pense plus qu'au marché de libres échanges (Jobbik 2019e). C'est après avoir constaté cela que Jobbik se présente, dans son programme politique, comme le parti qui va remettre ces valeurs qui sont chères aux hongrois au centre de l'identité européenne : *“let us have the courage to embrace our Christian heritage, humanism, respect for democracy and real freedom and to appreciate individual responsibilities”* (Jobbik 2019e).

Jobbik se veut donc le sauveur des valeurs traditionnelles de l'Europe. C'est lui qui, après avoir constaté les manquements de l'UE à ce niveau-là, va ramener ces valeurs au centre des préoccupations.

Deuxièmement, le parti Fidesz, notamment via son Président Orbán, va encore plus loin en s'appuyant sur des statistiques. Selon celles-ci, 80% des hongrois considèrent qu'il faut à tout prix protéger les valeurs chrétiennes européennes (V-Post 2019). Orbán, dans son discours, se dépêche de rappeler que ces mêmes valeurs sont au cœur des mentalités du parti (Fidesz 2019j) et que celles-ci vont mener le parti pendant toute la campagne pour les

élections européennes de 2019 : « Le 26 mai, mes chers amis, nous voterons sur l'essentiel : l'enjeu est notre civilisation chrétienne » (V-Post 2019).

Une nouvelle preuve de l'importance des valeurs chrétiennes et familiales dans le discours de Fidesz est la simple mention sur leur site internet d'un rapport faisant état de 245 millions de chrétiens persécutés dans le monde. Cela prouve que ce sujet est très fortement politisé (Fidesz 2019a).

Ces deux exemples d'utilisation de ces valeurs par Fidesz montrent qu'à chaque fois, le parti les utilise pour rassembler les citoyens dans leur camp en présentant l'UE comme un mauvais défenseur des traditions que le parti considère comme européennes. Il est donc logique qu'elles soient utilisées dans leur argumentaire eurosceptique notamment dans les critiques émises au sujet de la politique migratoire européenne. Fidesz se considère, comme Jobbik avant lui, comme le défenseur des valeurs chrétiennes et familiales en Europe. L'hypothèse est donc confirmée.

6.3.2.2. *L'opposition entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest*

Le mythe de l'opposition Est et Ouest se retrouve dans les discours des deux partis eurosceptiques hongrois. Ils l'utilisent tous les deux comme la base de leur argumentation.

Pour Jobbik, il y a clairement des inégalités sociales entre l'Ouest et l'Est de l'Europe. Mais, contrairement à ce qu'on pourrait penser, il ne met pas toute la faute sur l'UE mais sur la politique interne du gouvernement hongrois. En effet, dans une interview de l'une des candidates aux élections européennes de 2019, les causes de la fuite des cerveaux hongrois vers l'Ouest de l'Europe avaient été imputées à « la politique économique actuelle du gouvernement hongrois qui garde les salaires bas afin de fournir aux entreprises une main d'œuvre bon marché » (Jobbik 2019a).

Pour ce qui est des accusations de Jobbik envers l'UE, le parti, dans son programme, commence en rappelant que cette opposition est à considérer comme un obstacle à une Europe forte : « *We need a strong Europe which closes the social and economic gap between the western and the eastern region* » (Brenner 2019; Jobbik 2019f). C'est donc la faute de l'UE en plus d'être la faute de Fidesz car cet obstacle aurait pu être limité si les pays d'Europe de l'est avaient reçu les mêmes aides de la part de l'UE que celles qu'avaient reçues les pays comme l'Espagne (Brenner 2019).

Du côté de Fidesz, l'opposition entre l'est et l'ouest est utilisée notamment pour montrer la qualité du travail effectué par le parti dans la défense des intérêts de la Hongrie face à la puissance et à l'égoïsme des pays d'Europe de l'Ouest. Ainsi, on voit par exemple dans leur rhétorique que des problématiques comme les salaires, la sécurité sociale, le futur de la jeune génération sont mis en relation avec cette opposition géographique (Fidesz 2019h; Fidesz 2019j). Dans son discours de lancement de la campagne pour les européennes de 2019, Orbán fait s'opposer les deux parties de l'Europe sur des sujets comme l'énergie, l'immigration ou encore la force de travail arguant que toutes ces politiques instaurées par l'UE le sont au profit des pays occidentaux.

Cette opposition est également utilisée dans le domaine de la consommation. Depuis 2017, la Hongrie a ouvert le débat sur une possible distribution alimentaire à deux vitesses privilégiant les denrées de bonne qualité pour les pays d'Europe de l'Ouest au détriment des pays d'Europe de l'Est. Ce débat a été utilisé par les partis politiques dont Fidesz qui considérait que l'UE ne faisait rien pour empêcher cette inégalité dans la distribution alimentaire (Fidesz 2019b).

Dès lors, l'hypothèse est validée. Les deux partis présentent les inégalités entre l'Est et l'Ouest de l'Europe comme étant une des sources de leur argumentaire contre l'UE. Et même si Jobbik l'utilise également contre son propre gouvernement, cela n'empêche pas cette référence de servir pour l'eurosepticisme des partis.

6.3.2.3. *Les stéréotypes et blessures du passé*

Cette référence est seulement introduite par Jobbik. C'est en analysant le déroulement des négociations pour le Brexit qu'il trouve ce nouvel argument pour expliquer la montée de l'eurosepticisme. Il explique les récentes difficultés à coopérer des Etats-membres par la réapparition de stéréotypes et de blessures du passé comme la seconde guerre mondiale par exemple (Brenner 2019).

« First of all, the balanced cooperation in the 21st-century Europe may depend on us not bringing up stereotypes and historical injuries whenever a conflict arises: let me refer to the anti-German instigations of the British media which the Brexit campaign heavily relied on, but I could also mention the German media's articles humiliating the Greek people or the recent Polish demands for a compensation » (Brenner 2019).

Cependant, le parti, en disant cela, ne fait pas directement référence au cas de la Hongrie. Il a seulement voulu expliquer la montée de l'euroscpticisme au Royaume-Uni et en Grèce. Cet argument, bien qu'intéressant, ne s'applique pas à notre zone géographique de recherche et n'est donc pas recevable dans le cadre de l'hypothèse étudiée.

6.3.3. L'Autriche

En Autriche, seule une référence a pu être mise en évidence lors de l'observation de la campagne électorale pour les européennes de 2019. Cette référence est la peur du retour de la Turquie en Europe.

Les politiciens du FPÖ, lors de la campagne pour les élections de mai 2019, ont surfé sur la peur du retour de la Turquie en Europe. Contrairement aux autres partis des autres Etats étudiés qui se sont concentrés sur l'immigration et sur leur situation interne, le FPÖ a appelé à voter pour eux afin de s'opposer au redémarrage des négociations pour l'intégration de la Turquie à l'UE : « *If you stay home on May 26, you could wake up badly on May 27 by hearing on the radio that Red-Green [la coalition Rouge-Verte composée du SPÖ et Die Grünen] has won and now Turkey is joining the EU* » (FPÖ 2019b). Ces élections étaient donc vues comme une possibilité d'empêcher définitivement la Turquie de rentrer dans l'UE (FPÖ 2019k).

Bien que sous-entendue, la comparaison avec l'invasion ottomane du 17^{ème} siècle peut clairement être évoquée. Plus précisément, le parti a tenté, par cette technique, de raviver une peur qui a étranglé la population européenne pendant près de quatre siècles, une peur due à l'avancée de ces ennemis de la Chrétienté toujours plus profondément dans le territoire européen. Le parti se voit comme le héros qui empêchera une nouvelle fois les Turcs de rentrer en Europe.

7. Discussion

Dans la discussion, les résultats de l'analyse des données seront compilés et résumés pour permettre de confirmer ou non les hypothèses et d'avoir une vision plus claire sur l'analyse effectuée.

Le tableau, ci-dessous, permet de visualiser les résultats de la recherche. Il est construit de telle manière que chaque parti politique, nommé dans la première colonne, puisse ou non valider les différentes hypothèses à savoir :

1. Les partis eurosceptiques, pour se développer, font endosser la responsabilité de l'apparition des inégalités sociales à l'UE en faisant référence à leur absence sous l'ère communiste.
2. Les partis eurosceptiques utilisent des références à l'impérialisme soviétique pour rassembler les populations contre l'Europe et se développer.
3. Le communisme n'est qu'une influence minimale de l'euroscepticisme parmi d'autres ; partis eurosceptiques utilisent des influences remontant à une période précédant l'ère communiste.

Tableau récapitulatif des résultats de l'analyse :

| | République Tchèque | | | | Hongrie | | Autriche |
|-----------|--------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | ODS | ANO | SPD | KSČM | Jobbik | Fidesz | FPÖ |
| H1 | Invalidée | Invalidée | Invalidée | Invalidée | Invalidée | Invalidée | Invalidée |
| H2 | Invalidée | Invalidée | Validée | Invalidée | Invalidée | Validée | Invalidée |
| H3 | Invalidée | Validée | Validée | Validée | Validée | Validée | Validée |

ODS : Parti démocratique civique ANO : Action des citoyens mécontents SPD : Liberté et démocratie directe KSČM : Parti communiste de Bohême et Moravie Jobbik : Mouvement pour une meilleure Hongrie FPÖ : Parti de la liberté d'Autriche

Bien qu'explicités de manière claire dans ce tableau, il reste bon de rappeler le chemin qui a permis, pour chacun des partis politiques, d'arriver aux résultats visibles.

Ainsi pour ODS, l'infirmité des hypothèses 1 et 2 est due à la non-utilisation de références à l'URSS, à la stabilité sociale et au caractère impérialiste de la politique de celle-ci. De plus, en parlant de la première hypothèse, le parti ne met pas en cause l'UE quant à l'apparition des inégalités sociales en République Tchèque (ODS 2019f). Il n'utilise d'ailleurs pas ces problèmes dans son argumentaire. Pour la seconde hypothèse, le parti a quand même apporté une critique sur le comportement impérialiste de l'UE en l'accusant d'accumuler et de vouloir accumuler des pouvoirs qui ne devraient pas être en sa possession comme celui de contrôler une armée par exemple. Il considère cela comme une tentative d'ingérence dans les affaires de ses membres. Enfin, ODS n'a pas permis de valider la troisième hypothèse car il s'est avéré que, durant ces sept derniers mois, son discours eurosceptique ne se basait pas sur de quelconques références, se contentant de critiquer son gouvernement et l'UE. Alors que dans le même temps, son discours europhile faisait référence à la longue tradition loyaliste de la Tchéquie. Cette tradition de loyauté envers la puissance qui la domine en

toutes circonstances anime toujours la République Tchèque. C'est la raison qui pousse ODS à se prononcer contre une sortie de son pays de l'UE.

Le deuxième parti tchèque, ANO, n'a également pas permis de valider les hypothèses 1 et 2. Tout comme ODS, le parti n'a pas fait de références au communisme tels qu'il a été vécu par les populations. De plus, pour la première hypothèse, les priorités du parti pour les élections européennes de 2019 ne portaient pas sur les problèmes sociaux, comme le prouvait son programme politique pour ces élections. Pour la seconde hypothèse, il a néanmoins prouvé durant sa campagne électorale que l'UE était dangereuse pour la souveraineté de la République Tchèque et qu'elle cherchait à s'ingérer davantage dans les affaires du pays. C'est notamment le cas quand un de ses membres avait qualifié l'Europe de « super-état ». Pour ce qui est de la troisième hypothèse, ANO a fait référence à l'opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Europe pour appuyer son discours eurosceptique. Selon lui, l'Europe est divisée en deux parties avec comme partie dominante la partie ouest. Ainsi, l'UE délaisse l'autre partie dans laquelle se situe la République Tchèque. Cette hypothèse a donc pu être confirmée.

Le troisième parti tchèque, SPD, n'a pas apporté d'éléments permettant de confirmer l'hypothèse 1. En effet, il n'a pas fait de références à l'URSS et à sa gestion sociale. Bien qu'ayant fait des inégalités sociales une de ses priorités pour les élections, il ne les a pas utilisées contre l'UE et va même jusqu'à supporter les politiques européennes d'aides aux populations précarisées qui seraient menacées par l'arrivée massive de migrants. Pour ce qui est de la seconde hypothèse, il est le seul parti tchèque à la confirmer. Il a confirmé l'aspect impérialiste de l'UE en critiquant avec virulence le trop grand nombre de pouvoirs en sa possession et en la qualifiant de « super-état » dangereux cherchant à s'ingérer dans les politiques nationales et à détruire les nations européennes. Mais c'est surtout la comparaison que le parti fait avec l'Allemagne nazie ainsi qu'avec l'URSS, pour la Doctrine Brejnev que l'URSS utilise pour asseoir son autorité, que le SPD permet de confirmer l'hypothèse. Enfin, le SPD confirme la troisième hypothèse en faisant référence aux traditions chrétiennes et familiales qu'il considère comme étant la base de la société européenne car ayant permis de construire celle-ci sur plusieurs centaines d'années. Le parti affirme que l'UE ne les prend plus en compte dans ses décisions politiques en laissant des migrants musulmans venir menacer la population européenne. Le parti construit donc bien son discours eurosceptique grâce à ces références.

Le dernier parti tchèque, KSČM, ne permet de valider ni la première, ni la deuxième hypothèse car il ne fait pas de référence à l'absence d'inégalités sociales sous l'URSS et à l'impérialisme soviétique. Au contraire, il fait référence aux soviétiques en rappelant que leur gestion des problèmes naturels (entraînant des problèmes sociaux) était plus efficace que la gestion de l'UE. KSČM va même jusqu'à accuser l'UE d'être une source (dictature des finances) et un facteur aggravant de ces inégalités (KSČM 2019h). De plus, concernant la seconde hypothèse, le parti considère que l'UE possède des pouvoirs qu'elle ne devrait pas avoir (comme par exemple la politique internationale) ainsi que des pouvoirs qu'elle doit avoir mais qu'elle n'utilise pas correctement (elle est sensée promouvoir la paix en Europe mais ne respecte pas ses engagements). Il avance également que l'UE bafoue la souveraineté des Etats et donc la souveraineté de ses citoyens. Enfin, KSČM permet de confirmer l'hypothèse 3 en utilisant l'opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Europe dans son argumentaire eurosceptique. Il qualifie l'Europe d'aujourd'hui d'Europe à deux vitesses : il y a l'Ouest qui contrôle l'UE et l'Est qui subit l'UE. La République Tchèque est victime du manque d'égalité dans le contrôle de l'Union.

Jobbik, premier parti hongrois de cette analyse, n'a pas donné lieu à la confirmation des hypothèses 1 et 2 car son argumentaire n'a permis d'identifier aucune référence au système social soviétique et au caractère impérialiste de l'URSS. Cependant, il apporte des éléments quant à sa perception de la gestion sociale de la part de l'UE (l'UE précarisant les populations par ses alliances tactiques avec les multinationales), tout en insistant sur le fait que le gouvernement hongrois est tout aussi en tort que Bruxelles. Ainsi, Jobbik considère que les politiques économiques et les accords internationaux européens précarisent les citoyens. Il accuse aussi l'UE de ne pas avoir suffisamment industrialisé son territoire ce qui a pour conséquence des grandes inégalités entre certains Etats-membres. A propos de la seconde hypothèse, le parti considère qu'à cause de l'accumulation de pouvoirs, l'UE a rendu les Etats-membre dépendants d'elle, passant outre la souveraineté de ceux-ci. Cependant, le parti insiste sur le fait que son propre gouvernement est le plus grand danger pour la Hongrie et est responsable de la situation de précarisation actuelle. Enfin, l'argumentaire de Jobbik a permis de confirmer la troisième hypothèse. Selon lui, l'UE ne promeut plus que des valeurs économiques et a oublié les valeurs chrétiennes ayant été à l'origine de sa conception. Il analyse également l'euroscepticisme britannique en avançant qu'il se base sur des stéréotypes et blessures du passé. Mais le fait que Jobbik n'utilise pas ces dernières dans son discours rend celles-ci non pertinentes dans le cadre de cette recherche.

Le second et dernier parti hongrois, Fidesz, n'a pas apporté d'éléments permettant de confirmer la première hypothèse car bien que présentant l'UE comme étant aveugle aux problèmes sociaux hongrois lorsqu'elle a refusé une norme à ce sujet (Fidesz 2019c), le parti ne va pas plus loin et n'utilise pas les problèmes sociaux dans son argumentaire eurosceptique. De plus, il n'a pas fait référence à l'URSS. Concernant l'hypothèse 2, elle a pu être confirmée car en plus de comparer les règlements européens aux « règles soviétiques » qui étaient imposées à la Hongrie sous le régime communiste, Fidesz a concentré son programme pour les européennes de 2019 sur la tentative d'ingérence de l'UE à propos de l'immigration. En effet, il clame que Bruxelles ne peut pas obliger la Hongrie à accepter sa politique migratoire. Celle-ci irait une fois de plus à l'encontre de la volonté des hongrois et passerait outre la souveraineté de l'Etat. Enfin, la troisième hypothèse est validée grâce à l'utilisation de références aux traditions chrétiennes et familiales dans les arguments de Fidesz. Celles-ci sont censées caractériser l'Europe mais ont été perdues par l'UE. Le parti se présente donc comme le défenseur de ces valeurs, comme la puissance politique qui va les ramener au centre de l'Europe. En plus de ces traditions oubliées, le parti utilise aussi l'opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Il se présente comme le parti défendant les intérêts des citoyens de l'Est contre Bruxelles, contrôlée par les Etats d'Europe occidentale.

Le FPÖ, seul parti eurosceptique autrichien analysé dans ce papier, n'apporte pas d'éléments permettant de confirmer les hypothèses 1 et 2. Bien qu'il ait accusé l'UE de créer des inégalités au sein de la population autrichienne, notamment en annulant une législation autrichienne censée aidée à diminuer ces inégalités, le parti n'a fait aucun lien avec la période communiste. A propos de la seconde hypothèse, le parti utilise, à de nombreuses reprises, des arguments et des exemples confirmant le fait qu'il considère l'UE comme une entité impérialiste cherchant à empiéter de plus en plus sur la souveraineté de ses Etats-membres. Son idée de Nations-Unies d'Europe vient renforcer son ressenti négatif vis-à-vis du processus d'intégration européenne. Il ne fait cependant pas de références à l'impérialisme soviétique. Enfin, la troisième hypothèse a pu être confirmée car le FPÖ a utilisé des références aux invasions ottomanes de la Renaissance. En effet, il a comparé la volonté des Turcs d'accéder à l'UE avec ces invasions pour faire resurgir une peur construite il y a plusieurs siècles. A cette époque et durant près de quatre siècles, les Ottomans ont menacé les Etats européens forçant ceux-ci à se replier de nombreuses fois. Le parti a utilisé cette peur pour rassembler les citoyens autrichiens contre l'UE qui, selon le FPÖ, voudrait accepter la Turquie comme nouveau membre.

Revenons sur les différentes bases utilisées par les eurosceptiques hongrois, tchèques et autrichien. Après avoir donné une explication pouvant indiquer une des raisons du peu d'utilisation de références au passé communiste, on réexaminera, à la lumière de différentes théories trouvées à leur sujet, l'utilisation des traditions chrétiennes et familiales, la position anti-immigration, la position anti-élites ainsi que l'utilisation du clivage entre l'Est et l'Ouest de l'Europe.

Les traditions chrétiennes et familiales, comme utilisées par Jobbik et Fidesz en Hongrie ainsi que le SPD en République Tchèque, font partie des arguments régulièrement utilisés par les partis conservateurs et les partis « *hard eurosceptic* » d'Europe centrale et de l'Est. C'est une forme de conservatisme religieux radical qui permet d'expliquer l'utilisation fréquente de ces valeurs dans diverses problématiques comme celles touchant à l'UE (Bustikova and Guasti 2017). On peut encore ajouter que les partis politiques eurosceptiques et les partis de droite radicale sont des partis qui se battent pour le concept d'Etat-nation, il n'y a de la place dans leur pays que pour une seule nation (Werkmann and Gherghina 2016). Dans le cas des partis eurosceptiques et de droite radicale d'Europe centrale et de l'Est, cette nation partage des valeurs chrétiennes et est construite autour de la famille de type européen (un homme, une femme, des enfants).

Cette idée de nation partageant une seule et même Tradition chrétienne permet d'expliquer la position anti-immigration de ces types de partis politiques : l'immigration représente une menace ethnique (Werkmann and Gherghina 2016). Ces populations, véhiculant des valeurs et des religions différentes, viennent menacer les valeurs chrétiennes européennes sur leur propre territoire. Ces partis se positionnent donc en protecteur de l'Europe.

Ensuite, la position anti-élites des partis eurosceptiques, dans notre cas leur mépris contre les bureaucrates de Bruxelles, peut s'expliquer par les attitudes anti-establishment des partis eurosceptiques de l'Europe post-communiste. En effet, ces partis auront tendance à se présenter comme des opposants à l'élite politique qui est vue comme corrompue et illégitime puisque ne représentant pas la volonté de la population (Eatwell 2004; Werkmann and Gherghina 2016). Leur idée est que la société est divisée en deux groupes homogènes et antagonistes : le peuple pur et les élites corrompues. Les eurosceptiques, qui se considèrent comme faisant partie du premier groupe, vont alors se présenter comme les garants d'une politique exprimant la volonté générale du peuple pur contrairement aux élites qui sont égoïstes (Mudde 2007).

Avant de passer à l'opposition entre l'Est et l'Ouest, il est intéressant de revenir sur une théorie de Riishøj à propos de la République Tchèque. Celui-ci explique que de nombreux citoyens du pays considèrent que leur nation a été créée par des puissances étrangères et non pas par eux-mêmes. Ça serait les autrichiens pendant 300 ans, les allemands pendant 6 ans et les soviétiques pendant plus de 40 ans qui auraient construit l'identité tchèque (Riishøj 2007). Dès lors, certains tchèques cherchent à s'affranchir de toutes puissances étrangères. Riishøj présente ainsi cette théorie comme une des causes du développement de l'euroscpticisme dans cet Etat. Néanmoins, aucun élément présent dans les discours n'a permis de confirmer cette théorie.

Enfin, l'opposition entre l'Est et l'Ouest de l'Europe a été fort utilisée, notamment en République Tchèque et en Hongrie. Pisciotta propose d'analyser cette opposition avec la théorie de l'opposition centre-périphérie, aussi connue sous le nom de la théorie de la dépendance (Pisciotta 2016). Cette théorie explique le sous-développement de la périphérie au bénéfice du développement plus important du centre. Pisciotta commente cette opposition en expliquant que les partis euroscptiques d'Europe centrale l'utilisent à cause de leur relative jeunesse au sein l'UE et à cause des réformes économiques et sociales qu'ils ont dû mener pour y rentrer. Ils se considèrent donc comme faisant partie de la périphérie maltraitée :

Many Eastern European leaders, including Klaus, Orban, and the Kaczynski brothers, have claimed that the accession process and policy making in accordance with the Copenhagen criteria are aimed to protecting the economic interests of the larger states (Germany and France).

Pisciotta ajoute encore que l'expérience soviétique a effrayé beaucoup de pays d'Europe centrale et de l'Est (Pisciotta 2016). L'expérience communiste négative a donc conduit ces partis à constamment avoir peur d'être absorbé par une institution internationale comme l'UE ressemblant à l'ex URSS. Ce dernier élément peut permettre d'expliquer la raison pour laquelle peu de partis politiques ont directement fait référence à l'URSS dans leur argumentaire.

Au regard de cette dernière théorie amenée par Pisciotta, il est possible d'expliquer la raison pour laquelle le FPÖ ne mentionne pas l'URSS. En effet, si, logiquement en fonction de leur passé communiste, les partis des pays post-soviétiques auraient pu y faire allusion, ce n'est

pas le cas de l'Autriche. Elle n'a donc pas pu développer cette peur d'être dominé par une force étrangère. L'Autriche a été choisie pour ce travail justement parce que jusqu'à récemment, en 1995 avec son adhésion à l'UE, elle ne faisait partie d'aucune institution, d'aucune alliance et d'aucun empire (l'empire des Habsbourg ayant été son empire et non pas un empire d'origine étrangère venu dominer l'Autriche). Dès lors, il était intéressant d'utiliser cet Etat pour cette neutralité lui conférant le statut d'Etat « contrôle ». Il a permis de tester les hypothèses afin de déceler s'il y avait des différences flagrantes entre le développement de l'euroscpticisme en son sein et le développement de l'euroscpticisme en Europe post-communiste. Il s'est avéré que les résultats n'ont pas donné de grande différence mais cette théorie vient prouver qu'il en existe néanmoins une.

8. Conclusion

Dans ce travail, j'ai tenté de trouver si l'héritage idéologique et politique laissé par l'URSS en Europe centrale avait eu un impact sur le développement de la pensée euroscptique en Hongrie et en République Tchèque. Je suis parti de l'idée que le développement de l'euroscpticisme était différent en Europe post-communiste par rapport à l'Europe n'ayant pas été communiste. Je me suis inspiré du postulat de départ de l'analyse des partis de droite radicale de Werkmann (Werkmann and Gherghina 2016).

La question qui était à l'origine de la recherche est formulée comme suit : **peut-on affirmer que le passé communiste influence l'argumentaire des partis euroscptiques via soit les inégalités sociales nationales, soit la perception du pouvoir européen par les partis euroscptiques ?**

Elle a permis de construire les trois hypothèses, respectivement autour des inégalités sociales, de l'impérialisme et de la falsification des deux premières. Elles ont été construites de sorte qu'elles permettaient d'analyser l'influence du passé communiste sur les idées euroscptiques des partis.

Ainsi, la première hypothèse s'est concentrée sur la manière dont les partis euroscptiques tchèques, hongrois et autrichiens ont utilisé les inégalités sociales, absentes sous l'ère communiste, pour développer leurs arguments contre l'UE.

La seconde hypothèse se focalisait sur les références à l'impérialisme soviétique que les partis euroscptiques ont utilisé contre l'UE.

Enfin, la troisième hypothèse prenait le contre-pied des deux premières en affirmant que celles-ci étaient fausses et en considérant que les références utilisées par les partis eurosceptiques se trouvaient ailleurs dans le passé de l'Europe centrale et de l'Est.

L'analyse de la première hypothèse a permis de constater l'utilisation majoritaire d'un argumentaire basé sur les problèmes sociaux engendrés par l'UE. Il n'a néanmoins pas été possible de confirmer l'utilisation de références à l'absence d'inégalités sociales sous l'URSS, KSČM ayant même été jusqu'à affirmer qu'il y avait bel et bien des problèmes sous l'URSS. L'analyse de la seconde hypothèse a permis d'affirmer que tous les discours des partis analysés sont d'accord sur le caractère impérialiste de l'UE. Ils ont d'ailleurs chacun apporté des arguments expliquant leur position. Cependant, seul deux des sept partis ont fait une ou plusieurs références à la période soviétique ce qui a permis, pour ces cas-là, de confirmer l'hypothèse. Les cinq autres partis n'ont, quant à eux, pas fait de liens. Enfin, l'analyse de la troisième hypothèse a démontré que tous les partis analysés, excepté ODS, ont utilisé des références autres que celles au communisme pour expliciter leurs propos eurosceptiques.

La réponse est oui, les partis eurosceptiques tchèques et hongrois ont développé des arguments différents de ceux développés par le parti eurosceptique autrichien. Cependant, pour pouvoir généraliser ce résultat à l'ensemble des Etats européens post-soviétiques, il faudra étendre l'étude à tous les partis eurosceptiques de cette région d'Europe ayant fait campagne pour les élections européennes de 2019. De plus, il est indéniable que les fondements de l'idéologie eurosceptique de ces partis puissent ne pas être suffisamment visibles dans parutions médiatiques des partis. Dès lors, il conviendrait d'interviewer les leaders de ces partis pour pouvoir approfondir cela.

9. Bibliographie

9.1. Livres et sections de livre

- EATWELL, R. Introduction: The New Extreme Right Challenge. In R. EATWELL AND C. MUDDE eds. *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*. London: Routledge, 2004, p. 1-16.
- EKIERT, G. AND S. E. HANSON *Capitalism and democracy in Central and Eastern Europe: assessing the legacy of communist rule*. Cambridge: Cambridge University Press, 2003. 390 p. ISBN 0521529859;9780521529853;.
- FLUSTY, S. Imperialism. In B. WARF ed. *Encyclopedia of Geography*. SAGE Publications, Inc., 2010, p. 1546-1548.
- GREGORY, P. AND R. C. STUART *Soviet and Post-Soviet Economic Structure and Performance*. Longman ed. Harlow: Longman, 1993. 336 p. ISBN 0673469719.
- JAHN, B. Imperialism. In M. BEVIR. *Encyclopedia of Political Theory*. Thousand Oaks, Thousand Oaks, California: SAGE Publications, Inc., 2010, p. 689-690.
- JUDT, T. *Postwar: A History of Europe since 1945*. Penguin Group ed. Londre: Penguin Group, 2005. 878 p. ISBN 2200346174
- KLAUS, V. C. *Česká cesta*. Prague: Nebesa, 1994.
- MUDDE, C. *Populist Radical Right Parties in Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, 2007. 385 p.
- QUIVY, R. AND L. VAN CAMPENHOUDT *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, 2009. 256 p.
- SHORT, C. B. Communism. In L. LEE KAID AND C. HOLTZ-BACHA eds. *Encyclopedia of Political Communication*. SAGE Publications, Inc., 2008, vol. 1, p. 123-124.
- TAGGART, P. AND A. SZCZERBIAK. Theorizing party-based Euroscepticism: problems of definition, measurement, and causality. In O.U. PRESS ed. *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*. Oxford: Oxford University Press, 2008, vol. 2, p. 238-262.
- WILLIAMS, K. National Myths in the New Czech Liberalism. In G.H.A.G. SCHOPFLIN ed. *Myths and Nationhood*. London, 1997, p. 132-140.

9.2. Articles scientifiques

- ARMINGEON, K. AND B. CEKA The loss of trust in the European Union during the great recession since 2007: The role of heuristics from the national political system. *European Union Politics*, 2013, vol. 15(1), p. 82-107.
- ARMINGEON, K. AND K. GUTHMANN Democracy in crisis? The declining support for national democracy in European countries, 2007–2011. *European Journal of Political Research*, 2014, vol. 53(3), p. 423-442.
- ASPINWALL, M. Structuring Europe: Powersharing Institutions and British Preferences on European Integration. *Political Policies*, 2000, vol. 48(3), p. 415-442.
- BLUM, A. Démographie en Russie et en Europe centrale. *Études*, 2010, vol. 412(3), p. 295-306.
- BOLU, A., A. BALIKCI AND M. ERDEM Cortical Excitability and Agressive Behavior in Post-Traumatic Stress Disorder. *Noro psikiyatri arsivi*, 2015, vol. 52(1), p. 73-77.
- BUSTIKOVA, L. AND P. GUASTI The illiberal turn or swerve in Central Europe? *Politics and Governance*, 2017, vol. 5(4), p. 166-176.
- CONDRUZ-BACESCU, M. Euroscepticism Across Europe: Drivers and Challenges. *Revista OEconomica*, 2014, vol. 6(2), p. 52-59.

- DESCHOUWER, K. AND M. VAN ASSCHE. Why is there no Euroscepticism in Belgium? In *Opposing Europe: Euroscepticism and political parties*. Turin: ECPR, 2002, p. 24.
- EHRMANN, M., M. SOUDAN AND L. STRACCA. Explaining EU citizens' trust in the ECB in normal and crisis times. In Vienna, 2012, p. 32.
- EVEILLARD, P. Les équations de recherche dans MEDLINE. Formuler une équation dans PubMed/MEDLINE. *La Revue du Praticien*, 2011, vol. 61(1), p. 68.
- FITZGIBBON, J. Euroscepticism and the 2014 European parliamentary elections. *L'Europe en Formation*, 2014, vol. 373(3), p. 29-44.
- FORD, R. AND M. GOODWIN Understanding UKIP: Identity, Social Change and the Left Behind. *The Political Quarterly*, 2014, vol. 85(3), p. 277-284.
- FORD, R., J. GOODWIN MATTHEW AND D. CUTTS Strategic Eurosceptics and polite xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the 2009 European Parliament elections. *European Journal of Political Research*, 2011, vol. 51(2), p. 204-234.
- HABERMAS, J. Democracy, Solidarity and the European Crisis. *Social Europe: The Journal of the European Left*, 2013, vol. 7(2), p. 18-28.
- HANLEY, S. From Neo-Liberalism to National Interests: Ideology, Strategy, and Party Development in the Euroscepticism of the Czech Right. *East European Politics and Societies*, 2004, vol. 18(3), p. 513-548.
- HAUGHTON, T. Battlefields, ammunition and uniforms: The past and politics in post-communist Central and Eastern Europe. *Comparative European Politics*, 2013, vol. 11(2), p. 249-260.
- HOOGHE, L. AND G. MARKS Sources of Euroscepticism. *Acta Politica*, 2007, vol. 42(2-3), p. 119-127.
- HOOGHE, L. AND G. MARKS A Postfunctionalist Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus. *British Journal of Political Science*, 2009, vol. 39(1), p. 1-23.
- JOHNSTON, R., C. PATTIE AND D. ROSSITER A re-dividing nation? A newly polarised electoral geography of Great Britain. *British Politics*, 2017, vol. 12(4), p. 521-535.
- KOPECKÝ, P. AND C. MUDDE The Two Sides of Euroscepticism: Party Positions on European Integration in East Central Europe. *European Union Politics*, 2002, vol. 3(3), p. 297-326.
- KRAUSMANN, F., B. GAUGL, J. WEST AND H. SCHANDL The metabolic transition of a planned economy: Material flows in the USSR and the Russian Federation 1900 to 2010. *Ecological Economics*, 2016, vol. 124, p. 76-85.
- LEES, C. 'Dark Matter': Institutional Constraints and the Failure of Party-based Euroscepticism in Germany. *Political Studies*, 2002, vol. 50(2), p. 244-267.
- LUBBERS, M. AND P. SCHEEPERS Political versus Instrumental Euro-scepticism: Mapping Scepticism in European Countries and Regions. *European Union Politics*, 2005, vol. 6(2), p. 223-242.
- NYSSÖNEN, H. Salami reconstructed. *Cahiers du monde russe*, 2006, vol. 47(1), p. 153-172.
- PERCHOC, P. European memory beyond the state: Baltic, Russian and European memory interactions (1991–2009). *Memory studies*, 2018, vol., p. 1-22.
- PISCIOTTA, B. The Center-Periphery Cleavage Revisited: East and Central Europe from Postcommunism to Euroscepticism. *Nationalism and Ethnic Politics*, 2016, vol. 22(2), p. 193-219.
- RIISHØJ, S. Europeanization and Euroscepticism: Experiences from Poland and the Czech Republic. *Nationalities Papers*, 2007, vol. 35(3), p. 503-535.

- ROTH, F., F. NOWAK-LEHMANN D. AND T. OTTER. Crisis and trust in national and European Union institutions : panel evidence for the EU, 1999 to 2012. In. *Italie*, 2013, p. 37.
- SANI, G. M. D. AND B. MAGISTRO Increasingly unequal? The economic crisis, social inequalities and trust in the European Parliament in 20 European countries. *European Journal of Political Research*, 2016, vol. 55(2), p. 246-264.
- SITTER, N. The politics of opposition and European integration in Scandinavia: Is Euroscepticism a government-opposition dynamic? *West European Politics*, 2001, vol. 24(4), p. 22-39.
- TAGGART, P. AND A. SZCZERBIAK Europeanisation, euroscepticism and party systems: Party-based euroscepticism in the candidate states of Central and Eastern Europe. *Perspectives on European Politics and Society*, 2002, vol. 3(1), p. 23-41.
- TAGGART, P. AND A. SZCZERBIAK Contemporary Euroscepticism in the party systems of the European Union candidate states of Central and Eastern Europe. *European Journal of Political Research*, 2004, vol. 43(1), p. 1-27.
- TAGGART, P. AND A. SZCZERBIAK. The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States. In *SEI Working Papers, No. 51*. Sussex University: Sussex European Institute, 2015, p. 45.
- USHERWOOD, S. Opposition to the European Union in the UK: The Dilemma of Public Opinion and Party Management. *Government and Opposition*, 2003, vol. 37(2), p. 211-230.
- WERKMANN, C. AND S. GHERGHINA Organized for parliament? Explaining the electoral success of radical right parties in post-communist Europe. *Government and Opposition*, 2016, vol. 53(3), p. 461-485.

9.3. Discours

- HANLEY, S. Party Institutionalisation and Centre-Right Euroscepticism in East Central Europe: the Case of the Civic Democratic Party in the Czech Republic. In *twenty-ninth European Consortium for Political Research Joint Sessions of Workshops*. 2002, p. 22-27.

9.4. Rapports officiels

- BUREAUNATIONALELECTORAL. Résultats élections législatives de 2014 par listes nationales. In. Budapest: L'Etat hongrois, 2014.
- BUREAUNATIONALELECTORAL. Résultats élections législatives de 2018 par listes nationales In. Budapest: L'Etat hongrois, 2018.
- CHALMERS, D. Democratic Self-Government in Europe: Domestic Solutions to the EU Legitimacy Crisis. London: P. NETWORK, 2013.
- MINISTÈREFÉDÉRALDEL'INTÉRIEUR. Election du Conseil national 2017. In. Vienne: L'Etat autrichien, 2017.
- OFFICETCHÈQUEDESSTATISTIQUES. Élections à la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque tenues le 20.10. - 21 octobre 2017. In. Prague: l'Etat Tchèque, 2017.

9.5. Syllabus

- KUBÁT, M. *Political Systems of East European Countries in the Twentieth Century*. Syllabus, Prague: Charles University, 2019, p. 30

9.6. Presse

- ANO. Aby i naše děti měly v Evropě šanci. Traduction: Pour que nos enfants aient aussi une chance en Europe. In ANO [en ligne]. 2011 [consulté le 12/06/2019]. Disponible sur: <https://www.anobudelip.cz/cs/o-nas/eurovolby/zkraceny-program/>
- ANO. Program hnutí ANO pro volby do Evropského parlamentu. Traduction: ANO Movement Program for European Parliament Elections. In Programy Do Voleb [en ligne]. 2019 [consulté le 25/06/2019]. Disponible sur: <https://eu2019.programydovoleb.cz/strana/ano/program#cast-1>
- Anonyme. La Hongrie fustige la politique libérale de l'UE en matière d'immigration. Traduction: *Observatoire Migration* [en ligne]. 2014 [consulté le 25/06/2019]. Disponible sur: <https://www.observatoire-migration.org/la-hongrie-fustige-la-politique-liberale-de-lue-en-matiere-dimmigration/>
- BLASKO, R. Chci novou Evropu, bez zbraní, nenávisti, útlaku a pohrdání, řekla v rozhovoru Haló novin Anna Vaculíková. Traduction: I want a new Europe, without weapons, hatred, oppression and contempt, said Anna Vaculíková in a conversation. *Haló noviny* [en ligne]. 2019 [consulté le 24/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/chci-novou-evropu-bez-zbrani-nenavisti-utlaku-pohrdani-rekla-v-rozhovoru-halo>
- BRENNER, K. We Need A New Deal Between Western And Eastern Central Europe! Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019 [consulté le 19/07/2019]. Disponible sur: <https://www.jobbik.com/we-need-a-new-deal-between-western-and-eastern-central-europe>
- CHARANZOVÁ, D. Brussels is unable to devise a migration solution. XTV. 2019 [consulté le 19/06/2019]. Disponible sur: https://xtv.cz/archiv/brusel-neni-schopen-vymyslet-reseni-migrace-v-evropske-unii-neni-jednotny-trh-ale-kvalitni-zapadni-a-nekvalitni-vychodni-europoslankyne-dita-charanzova?fbclid=IwAR2eU9NgaRm91CEP-YqAI3-DF_dEDxxA7qGPWm0RgPzwtNGyFCzEiYwsj4M
- ČT24. Rozhovory s lídry kandidátek do evropských voleb: Dita Charanzová (ANO). Traduction: Interviews with European Election Leaders: Dita Charanz (YES). ČT24 [en ligne]. 2019 [consulté le 19/06/2019]. Disponible sur: <https://ct24.ceskatelevize.cz/domaci/2808476-rozhovory-s-lidry-kandidatek-do-evropskych-voleb-dita-charanzova-ano>
- DNH. Interview With Jobbik MEP Marton Guongyosi. Traduction: *Daily News Hungary* [en ligne]. 2019 [consulté le 19/07/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/interview_with_jobbik_mep_marton_gyongyosi
- FIDESZ. 245 millió keresztényt üldöznek világszerte. Traduction: 245 million Christians are persecuted worldwide. In [en ligne]. 2019a [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/245-millio-keresztenyt-uldoznek-vilagszerte/>
- FIDESZ. Azonos minőségű termékeket Európa egész területén! Traduction: Products of the same quality throughout Europe! In Fidesz [en ligne]. 2019b [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/azonos-minosegu-termekeket-europa-egesz-teruleten/>
- FIDESZ. Erősebb védelem az állásukat elvesztő munkavállalóknak. Traduction: More protection for workers who lose their jobs. In Fidesz [en ligne]. 2019c [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/erosebb-vedelem-az-allasukat-elveszto-munkavallaloknak/>
- FIDESZ. A Fidesz-KDNP EP-delegációjának 3 legfontosabb elvárása az Európai Bizottság új elnökétől. Traduction: The 3 most important expectations of the EP delegation to the Fidesz-KDNP are the new President of the European Commission. In Fidesz [en ligne].

- 2019d [consulté le 20/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/a-fidesz-kdnp-ep-delegaciojanak-3-legfontosabb-elvarasa-az-europai-bizottsag-uj-elnoketol/>
- FIDESZ. Jóváhagyták az Európai Polgári Kezdeményezés reformját. Traduction: The reform of the European Citizens' Initiative has been approved. In Fidesz [en ligne]. 2019e [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/jovahagytak-az-europai-polgari-kezdemenyezes-reformjat/>
- FIDESZ. Ma is megvédhetjük Magyarországot a birodalmi törekvésektől. Traduction: Today we can protect Hungary's independence from imperial aspirations. In Fidesz [en ligne]. 2019f [consulté le 24/05/2019]. Disponible sur: <https://fidesz.hu/hirek/ma-is-megvedhetjuk-magyarorszag-fuggetlenseget-a-birodalmi-torekvesektol>
- FIDESZ. Nyomásgyakorlási eszközzé vált az éves uniós alapjogi jelentés. Traduction: The EU Annual Report on Fundamental Rights has become a tool for pressure. In [en ligne]. 2019g [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/nyomasgyakorlasi-eszkozze-valt-az-eves-unios-alapjogi-jelentes/>
- FIDESZ. A szociális biztonság nem csak a nyugat-európai munkavállalók joga! Traduction: Social security is not just a right for Western European workers! In Fidesz [en ligne]. 2019h [consulté le 20/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/a-szocialis-biztonsag-nem-csak-a-nyugat-europai-munkavallalok-joga/>
- FIDESZ. A vajdasági magyar közösség bemutatkozott az európai közönségnek. Traduction: The Hungarian community in Vojvodina introduced itself to the European public. In [en ligne]. 2019i [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/a-vajdasagi-magyar-kozosseg-bemutatkozott-az-europai-kozonsegnek/>
- FIDESZ. Változások szele Európában: A döntés a nép kezében van! Traduction: Wind of change in Europe: The decision is in the hands of the people! In Fidesz [en ligne]. 2019j [consulté le 20/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/valtozasok-szele-europaban-a-dontes-a-nep-kezeben-van/>
- FIDESZ. Visszautasítjuk a durva uniós költségvetési zsarolást. Traduction: We reject the rude EU budget blackmail. In Fidesz [en ligne]. 2019k [consulté le 21/07/2019]. Disponible sur: <https://fidesz-eu.hu/hu/visszautasitjuk-a-durva-unios-koltsegvetesi-zsarolast/>
- FPÖ. Party program of the Freedom Party of Austria. Traduction: In FPÖ [en ligne]. 2011 [consulté le 17/06/2019]. Disponible sur: https://www.fpoe.at/fileadmin/user_upload/www.fpoe.at/dokumente/2015/2011_graz_parteiprogramm_englisch_web.pdf
- FPÖ. „Argumentation der EU-Kommission ist falsch!“. Traduction: "Argument of the European Commission is wrong!". In FPÖ [en ligne]. 2019a [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/en/artikel/argumentation-der-eu-kommission-ist-falsch/>
- FPÖ. Brechen wir die rot-schwarze Arroganz auf europäischer Ebene! Traduction: Let's break the red-black arrogance on the European level! In FPÖ [en ligne]. 2019b [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/brechen-wir-die-rot-schwarze-arroganz-auf-europaeischer-ebene/>
- FPÖ. „EU-Reformer können bei Europawahl die Sozialdemokraten überholen!“. Traduction: "EU reformers can overtake the Social Democrats in European elections!". In FPÖ [en ligne]. 2019c [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/en/artikel/eu-reformer-koennen-bei-europawahl-die-sozialdemokraten-ueberholen/>
- FPÖ. EU soll Vertragsverletzungsverfahren gegen Österreich einstellen. Traduction: EU should stop infringement proceedings against Austria. In FPÖ [en ligne]. 2019d

- [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/en/artikel/eu-soll-vertragsverletzungsverfahren-gegen-oesterreich-einstellen/>
- FPÖ. FPÖ-Obermayr: "EU-Katastrophenschutzverfahren lässt viele Fragen offen". Traduction: FPÖ-Obermayr: "EU civil protection procedure leaves many questions unanswered". In FPÖ [en ligne]. 2019e [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/fpoe-obermayr-eu-katastrophenschutzverfahren-laesst-viele-fragen-offen/>
- FPÖ. FPÖ-Steger: „Sozialdemokratie befindet sich in ganz Europa auf einem absteigenden Ast“. Traduction: FPÖ-Steger: "Social Democracy is on a decline across Europe". In FPÖ [en ligne]. 2019f [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/fpoe-steger-sozialdemokratie-befindet-sich-in-ganz-europa-auf-einem-absteigenden-ast/>
- FPÖ. FPÖ-Vilimsky: „ÖVP-Kurz schnurstracks auf dem Weg in Richtung EU-Zentralismus“. Traduction: FPÖ-Vilimsky: "ÖVP-Short straight on the way to EU-centralism". In FPÖ [en ligne]. 2019g [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/fpoe-vilimsky-oevp-kurz-schnurstracks-auf-dem-weg-in-richtung-eu-zentralismus-1/>
- FPÖ. "Gelebte Demokratie, Menschenrechte, Anstand und Respekt". Traduction: "Living Democracy, Human Rights, Decency and Respect". In FPÖ [en ligne]. 2019h [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/gelebte-demokratie-menschenrechte-anstand-und-respekt/>
- FPÖ. HC Strache: „Wer nicht zur EU-Wahl geht, schwächt Österreich!“. Traduction: HC Strache: "Who does not go to the EU election, weakens Austria!". In FPÖ [en ligne]. 2019i [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/hc-strache-wer-nicht-zur-eu-wahl-geht-schwaecht-oesterreich/>
- FPÖ. Patriotische Allianz "Identität und Demokratie" im EU-Parlament gegründet. Traduction: Patriotic Alliance "Identity and Democracy" founded in the European Parliament. In FPÖ [en ligne]. 2019j [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/artikel/patriotische-allianz-identitaet-und-demokratie-im-eu-parlament-gegruendet/>
- FPÖ. „Türkei bleibt leider weiterhin EU-Beitrittskandidat“. Traduction: "Turkey remains unfortunately EU candidate for accession". In FPÖ [en ligne]. 2019k [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/en/artikel/tuerkei-bleibt-leider-weiterhin-eu-beitrittskandidat/>
- FPÖ. Vilimsky: „Karas und EU wollen Österreichern Familienbonus wegnehmen“. Traduction: Vilimsky: "Karas and EU want to take away family bonus from Austrians". In FPÖ [en ligne]. 2019l [consulté le 22/07/2019]. Disponible sur: <https://www.fpoe.at/en/artikel/vilimsky-karas-und-eu-wollen-oesterreichern-familienbonus-wegnehmen/>
- GYÖNGYÖSI, M. FIDESZ IS PROTECTING MURDERERS. Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019 [consulté le 25/07/2019]. Disponible sur: <https://www.jobbik.com/fidesz-is-protecting-murderers>
- HUTTER, M. ÍME, A FIDESZ „PROGRAMJA”: MIGRÁNSOZÁS HÉT PONTBAN. Traduction: HERE IS FIDESZ'S "PROGRAM": MIGRATION AT SEVEN POINTS. *Azonnali* [en ligne]. 2019 [consulté le 25/07/2019]. Disponible sur: https://azonnali.hu/cikk/20190405_ime-a-fidesz-programja-migransozas-het-pontban
- IDNES. V Evropě hrozí agrese mezi státy, armádu potřebujeme, tvrdí ministr obrany. Traduction: En Europe, il y a une menace d'agression entre les Etats, nous avons besoin d'une armée, a déclaré le ministre de la Défense. *IDNES* [en ligne]. 2019 [consulté le

- 18/06/2019]. Disponible sur: https://tv.idnes.cz/domaci/zofinske-forum-armada-lubomir-metnar-ales-opata-nato-obrana.V190613_102502_idnestv_vrja
- JOBBIK. Europe Has No Future Without Cooperation. Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019a [consulté le 19/07/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/europe_has_no_future_without_cooperation
- JOBBIK. Jobbik Presents EP Election Programme To International Media. Traduction: In [en ligne]. 2019b [consulté le 19/07/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/jobbik_presents_ep_election_programme_to_international_media_2
- JOBBIK. Manifesto On The Guidelines For A Future Jobbik-Led Government. Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019c [consulté le 15/06/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/manifesto_on_the_guidelines_for_a_future_jobbik_led_government
- JOBBIK. Policies. Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019d [consulté le 15/06/2019]. Disponible sur: <https://www.jobbik.com/policies>
- JOBBIK. Safe Europe, Free Hungary! Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019e [consulté le 15/06/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/safe_europe_free_hungary
- JOBBIK. The Upcoming EP Elections Are Especially Important For Us, The Younger Generation. Traduction: In Jobbik [en ligne]. 2019f [consulté le 19/07/2019]. Disponible sur: https://www.jobbik.com/the_upcoming_ep_elections_are_especially_important_for_us_the_younger_generation
- KSČM. Prohlášení k 17. listopadu. Traduction: Declaration on 17 November. In KSČM [en ligne]. 2018 [consulté le 25/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/prohlaseni-k-17-listopadu>
- KSČM. Grospič na ČT: EU k míru nepřispěla, naopak rozdmýchává války všude možné kolem Evropy a nebyla schopna ani zamezit válečným konfliktům uvnitř Evropy. Traduction: Grosopic on CT: The EU has not contributed to peace; on the contrary, it is fueling wars everywhere around Europe and has not even been able to prevent intra-European war conflicts. In [en ligne]. 2019a [consulté le 24/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/grospic-na-ct-eu-k-miru-nepripela-naopak-rozdmychava-valky-vsude-mozne-kolem>
- KSČM. K. Konečná: EU musí namísto korporací a boháčů poslouchat občany a dát jim možnost navrhnout či zavrhnout legislativu. Traduction: K. Konečná: The EU must listen to citizens instead of corporations and rich people and give them the opportunity to propose or reject legislation. In KSČM [en ligne]. 2019b [consulté le 25/07/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/k-konecna-eu-musi-namisto-korporaci-bohacu-poslouchat-obcany-dat-jim-moznost>
- KSČM. Konečná v DVTV: I v nejslabším státu EU by se mělo dát za minimální mzdu důstojně žít. Traduction: Final in DVTV: Even in the weakest EU country, it should be possible to live with dignity for minimum wages. In KSČM [en ligne]. 2019c [consulté le 24/07/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/konecna-v-dvtv-i-v-nejslabsim-statu-eu-se-melo-dat-za-minimalni-mzdu-dustojne-zit>
- KSČM. Nenechme to tak znamenat, že v Evropě, do které Česká republika vstupovala na základě referenda, musí být šance, aby lidé měli blíže k rozhodování, řekl Filip v Superdebatě. Traduction: Let's not say that in Europe, where the Czech Republic joined the referendum, there must be a chance for people to be closer to making decisions. In KSČM [en ligne]. 2019d [consulté le 25/07/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/nenechme-tak-znamenat-ze-v-evrope-do-ktere-ceska-republika-vstupovala-na-zaklade>

- KSČM. Přijďte k volbám. Traduction: Come to the elections. In KSČM [en ligne]. 2019e [consulté le 25/07/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/prijdte-k-volbam-1>
- KSČM. Roman Blaško: Jdeme do voleb, abychom získali zpátky národní zájmy a národní suverenitu. Traduction: Roman Blaško: We go to the elections to get back national interests and national sovereignty. *Aktualne.cz* [en ligne]. 2019f [consulté le 25/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/roman-blasko-jdeme-do-voleb-abychom-ziskali-zpatky-narodni-zajmy-narodni>
- KSČM. Volba KSČM – Česká levice společně, hlas pro suverenitu ČR. Traduction: Choice of KSČM - Czech Left Together, Voice for the Sovereignty of the Czech Republic. In KSČM [en ligne]. 2019g [consulté le 24/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/volba-kscm-ceska-levice-spolecne-hlas-pro-suverenitu-cr>
- KSČM. Volební program KSČM k volbám do EP v roce 2019. Traduction: Programme électoral du KSČM aux élections du PE de l'année 2019. In KSČM [en ligne]. 2019h [consulté le 13/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/nase-strana/program>
- MAYER, T. AND C. PRANTNER. Union européenne. Pourquoi l'Est et l'Ouest se déchirent. Traduction: *Courrier International* [en ligne]. 2016 [consulté le 19/06/2019]. Disponible sur: <https://www.courrierinternational.com/article/union-europeenne-pourquoi-lest-et-louest-se-dechirent>
- NG. EU potřebuje důstojnou minimální mzdu a důchod. Traduction: The EU needs a decent minimum wage and pension. *Haló noviny* [en ligne]. 2019 [consulté le 24/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/eu-potrebuje-dustojnou-minimalni-mzdu- Duchod>
- ODS. ODS Silný program pro silné Česko. Traduction: ODS Un programme solide pour une République tchèque forte. In ODS [en ligne]. 2017 [consulté le 12/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/volby2017>
- ODS. Alexandr Vondra: Jsme 15 let v Evropské unii. Přínosy jsou značné, ale Unie stojí na křižovatce 01/5. Traduction: Alexandr Vondra: We are 15 years in the European Union. The benefits are considerable, but the Union is at a crossroads 01/5. In ODS [en ligne]. 2019a [consulté le 21/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/clanek/17538-jsme-15-let-v-evropske-unii-prinosy-jsou-znacne-ale-unie-stoji-na-krizovatce>
- ODS. Jan Zahradil: Česká republika musí být v EU více slyšet 16/3. Traduction: Jan Zahradil: The Czech Republic must be heard more in the EU. In ODS [en ligne]. 2019b [consulté le 21/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/clanek/17306-ceska-republika-musi-byt-v-eu-vice-slyset>
- ODS. Jana Černochová: Evropská armáda - utopický, neefektivní a drahý špás 13/5. Traduction: Jana Černochová: European Army - Utopian, Ineffective and Expensive Spit. In ODS [en ligne]. 2019c [consulté le 21/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/clanek/17604-evropska-armada-utopicky-neefektivni-a-drahy-spas>
- ODS. ODS: Jsme srdcem Evropy – chceme být slyšet. Horká fáze kampaně do Evropského parlamentu odstartovala 02/5. Traduction: ODS: We are the heart of Europe - we want to be heard. The hot phase of the European Parliament campaign has started 02/5. In ODS [en ligne]. 2019d [consulté le 21/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/clanek/17544-ods-jsme-srdcem-evropy-chceme-byt-slyset-horka-faze-kampane-do-evropskeho-parlamentu-odstartovala>
- ODS. ODS: Silné osobnosti na naší kandidátce budou v Evropském parlamentu hlasem rozumu mezi dvěma extrémami 21/1. Traduction: ODS: Strong personalities on our list will be the voice of reason in the European Parliament between the two extremes 21/1. In ODS [en ligne]. 2019e [consulté le 21/06/2019]. Disponible sur:

- <https://www.ods.cz/clanek/17013-ods-silne-osobnosti-na-nasi-kandidatce-budou-v-evropskem-parlamentu-hlasem-rozumu-mezi-dvema-extremy>
- ODS. Program ODS pro volby do Evropského parlamentu 2019. Traduction: Programme ODS du Parlement européen 2019. In ODS [en ligne]. 2019f [consulté le 12/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ods.cz/volby2019>
- PILOUS, P. Dita Charanzová o silném programu pro silné Česko a prioritách pro následující volební období. Traduction: Dita Charanzová on a strong program for a strong Czech Republic and priorities for the next election period. In Ceske Volby [en ligne]. 2019 [consulté le 18/06/2019]. Disponible sur: <https://www.ceske-volby.cz/2019/05/15/dita-charanzova-o-silnem-programu-pro-silne-cesko-a-prioritach-pro-nasledujici-volebni-obdobi/>
- SPD. Česká republika na prvním místě. Traduction: The Czech Republic comes first. In Programy do Voleb [en ligne]. 2019a [consulté le 24/07/2019]. Disponible sur: <https://eu2019.programydovoleb.cz/strana/spd/program>
- SPD. Politické usnesení SPD 01/5. Traduction: Political resolution of the SPD 01/5. In SPD [en ligne]. 2019b [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4701-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 04/6. Traduction: Political resolution of the SPD 04/6. In SPD [en ligne]. 2019c [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/5147-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 07/5. Traduction: Political resolution of the SPD 07/5. In SPD [en ligne]. 2019d [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4777-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 09/4. Traduction: Political resolution of the SPD 09/4. In SPD [en ligne]. 2019e [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4472-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 11/6. Traduction: Political resolution of the SPD 11/6. In SPD [en ligne]. 2019f [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/5220-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 13/3. Traduction: Political resolution of the SPD 13/3. In SPD [en ligne]. 2019g [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4269-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 21/5. Traduction: Political resolution of the SPD 21/5. In SPD [en ligne]. 2019h [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4964-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 23/4. Traduction: Political resolution of the SPD 23/4. In SPD [en ligne]. 2019i [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/4612-politicke-usneseni-spd>
- SPD. Politické usnesení SPD 29/5. Traduction: Political resolution of the SPD 29/5. In SPD [en ligne]. 2019j [consulté le 20/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/novinky/5090-politicke-usneseni-spd>
- SPD. POLITICKÝ PROGRAM SPD. Traduction: PROGRAMME POLITIQUE DU SPD. In SPD [en ligne]. 2019k [consulté le 12/06/2019]. Disponible sur: <https://www.spd.cz/program>
- STERN, J. Hlas pro KSČM je hlasem pro referendum. Traduction: The vote for the KSCM is a vote for a referendum. *Haló noviny* [en ligne]. 2019 [consulté le 24/06/2019]. Disponible sur: <https://www.kscm.cz/cs/aktualne/aktuality/hlas-pro-kscm-je-hlasem-pro-referendum>
- V-POST. Viktor Orbán présente son programme pour les élections européennes – DISCOURS COMPLET. Traduction: *Visegrad Post* [en ligne]. 2019 [consulté le

25/07/2019]. Disponible sur: <https://visegradpost.com/fr/2019/04/07/viktor-orban-presente-son-programme-pour-les-elections-europeennes-discours-complet/>

VEINLICH, J. Babišova kampaň: Červenou čepici dal i Soukupovi. „Okopčil jsem to od Trumpa“. Traduction: Babiš's Campaign: He gave the red cap to Soukup. "I kicked it from Trump". *Blesk.cz* [en ligne]. 2019 [consulté le 19/06/2019]. Disponible sur: <https://www.blesk.cz/clanek/volby-evropske-volby/605278/babisova-kampan-cervenou-cepici-dal-i-soukupovi-okopcil-jsem-to-od-trumpa.html>

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad